

Maintenant

PER

M-154

goût du Québec!

des textes de
Michèle Lalonde,
Camille Laurin,
Louis O'Neill,
Claude Saint-Laurent,
André Charbonneau,
Robert Boily, Serge Carlos,
Hélène Pelletier-Baillargeon,
Gaston Miron, Pierre Vadeboncoeur,
Jacques Grand'Maison, Fernand Dumont,
et Pit Lafrance.

Bibliothèque Nationale
1700, rue St-Denis
Montréal 129, Qué.
mt

\$1

numéro 131

décembre 1973

**Un abonnement de 2 ans
à Cinéma/Québec
Un "Seghers" gratuit**

Lorsque vous souscrivez un abonnement de 2 ans à Cinéma/Québec, vous recevez gratuitement l'un de ces volumes:

- **La bonne année**, de Claude Lelouch
- **Dernier tango à Paris**, de Bernardo Bertolucci
- **L'Eglantine**, de Jean-Claude Brialy
- **Les noces rouges**, de Claude Chabrol
- **Une journée bien remplie**, de Jean-Louis Trintignant
(prix au détail de 6 à 9 dollars suivant le titre)

Ne peuvent en bénéficier que ceux qui indiqueront un choix de trois titres par ordre de préférences. Cette offre n'est valable que dans la mesure où les volumes et les titres sont disponibles.

Abonnement 2 ans (20 numéros) \$12.

Cinéma/Québec
C.P. 309, Station Outremont,
Montréal, Québec
H2V 4N1

Maintenant
Abonnés mécontents

Attention: Si vous êtes de ceux qui reçoivent leur numéro avec des délais inacceptables, aidez-nous à en constituer la preuve auprès du Ministère des Postes en nous réexpédiant la formule ci-jointe:

Nom _____

Adresse _____

Numéro du mois de _____

Date de réception à domicile _____

Retournez la formule complétée à:

Revue Maintenant
2765 Côte Ste Catherine Montréal H3T 1B5

**Envoyez
votre formule
d'abonnement
aujourd'hui**

MAINTENANT
2765 Côte Ste Catherine
Montréal H3T 1B5
(514) 739-2758

Je désire recevoir MAINTENANT à partir du mois de

Je choisis un abonnement: ordinaire \$7 étudiant \$5 de soutien \$10

J'inclus la somme de

Nom: _____

Adresse: _____

Maintenant

PER
M-154

SOMMAIRE

décembre 1973
numéro 131

Maintenant

Revue mensuelle publiée par LES EDITIONS MAINTENANT INC. Siège social: 775 boul. Lebeau, Montréal.

DIRECTEUR-FONDATEUR: 1962-1965
Henri Bradet

DIRECTEUR: 1965-1972
Vincent Harvey

DIRECTRICE:
Hélène Pelletier-Baillargeon

SECRETAIRE DE REDACTION:
Laurent Dupont

COMITE DE REDACTION:
Robert Boily, Serge Carlos, Fernand Dumont, Laurent Dupont, Jacques Grand'Maison, Michèle Lalonde, Louis O'Neill, Hélène Pelletier-Baillargeon, Guy Rocher, Jean-Yves Roy, Claude Saint-Laurent et Pierre Vadeboncoeur.

SECRETAIRE ADMINISTRATIVE:
Madeleine Desrosiers

CONCEPTION GRAPHIQUE:
Louis Charpentier

ILLUSTRATIONS:
Claude Poirier et Serge Wilson

IMPRESSION:
Imprimerie Montréal Offset Inc.

DISTRIBUTION:
Les Messageries Dynamiques Inc.
(514) 384-6401

CONDITIONS D'ABONNEMENT:
Abonnement d'un an \$7.00
Abonnement d'étudiant \$5.00
Abonnement de soutien \$10.00
N.B. Les abonnements ne sont enregistrés qu'au reçu du versement.

Courrier de la deuxième classe
Enregistrement no 1419

Photographies: Jean-Yves Roy

RESIDENCE DU SECRETAIRE:
2765 Chemin de la Côte Ste-Catherine,
Montréal H3T 1B5, Qué.
(514) 739-2758

Après ce 29 octobre 1973

Editorial

En attendant la prochaine

Fernand Dumont et Jacques Grand'Maison

4

Stéréophonie sur l'Indépendance

G. Miron, P. Vadeboncoeur, J. Grand'Maison, H.P.-Baillargeon, F. Dumont

6

Les lendemains de la veille

Michèle Lalonde

8

Au-delà de l'événement

Camille Laurin

11

Les mandarins et le pays réel

Louis O'Neill

14

Pendant ce temps-là à Washington...

Claude Saint-Laurent

16

La niveleuse n'a rien épargné

André Charbonneau

18

Où en est le P.Q. après l'élection?

Robert Boily

21

Quand on détourne une démocratie

Serge Carlos

26

Nous ne pouvons plus jouer les modérés

Jacques Grand'Maison

28

Quelle opposition?

Fernand Dumont

32

Atesrisques

34

Montréal H3T 1B5
(514) 739-2758

en attendant la prochaine

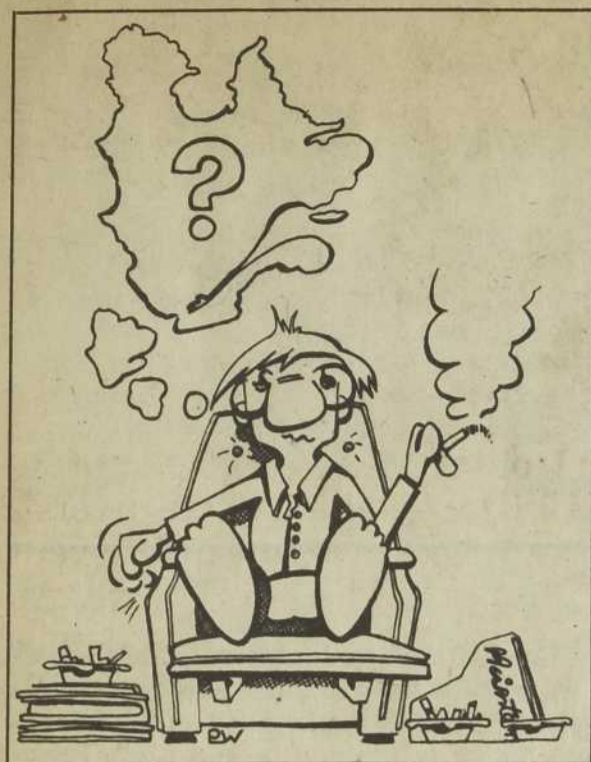
ÉDITORIAL

Dans ce numéro de *Maintenant*, on trouvera réunis des commentaires très divers sur la dernière élection au Québec. Cette diversité témoigne à sa manière de l'orientation d'une revue qui se veut engagée sans être pour autant le porte-parole d'une *doctrine*. Au moment où le pouvoir va s'installer dans la "sécurité" dont il nous a tant parlé, nous avons tenté de porter la lucidité non seulement sur lui mais sur nous. Il nous paraît vain de dire, pour reprendre l'expression consacrée, notre rancœur d'avoir "perdu nos élections". Il nous semble aussi inutile de répéter abstraitement les raisons de nos combats. Il vaut mieux dégager, de l'expérience de cette élection, les tâches auxquelles nous sommes conviés pour le proche avenir.

Plusieurs de ces tâches ressortent des articles que l'on va lire.

Une des préoccupations à court terme porte sur la pratique politique reçue. Il y a plus que les pratiques immorales de la campagne et de la votation qui sont en cause. Des vices techniques et juridiques scandaleux nous incitent à promouvoir l'établissement d'un nouveau code d'élection. On laisse pourrir des problèmes qui font la honte de tout esprit honnête et démocratique. Les principaux mécanismes sont dans les mains des partis au pouvoir sans qu'il y ait possibilité de véritables contrôles en dehors de ce circuit partisan. De semblables fraudes se répètent d'une élection à l'autre. Même dans le cas des réformes récentes, celles de la liste électorale, on a laissé le champ libre à toutes les manoeuvres de manipulation qui ont frustré des milliers d'électeurs. Quant à la révision du mode de scrutin, notre revue s'est déjà longuement exprimée sur cette question. Il s'agit maintenant de mener la lutte pour que soient instaurées des règles démocratiques plus justes.

Par delà ces questions de technicalité politique, c'est la qualité des enjeux qui retient l'attention. La campagne a pris une orientation technocratique un peu trop loin des problèmes concrets qui inquiètent les citoyens: le coût de la vie, l'éducation, le travail, l'habitation, etc. Au plus haut niveau, celui où s'affrontent les stratégies les plus calculées et les objectifs les plus clairs, le débat semblait résumer la comptabilité en partie double de nos choix collectifs. Les choix eux-mêmes, leur caractère décisif, leurs implications concrètes ont été émoussés. Les questions locales et régionales ont été noyées dans une mer de chiffres où seuls les initiés pouvaient nager un peu à l'aise. Malgré les documents de vulgarisation, les militants se retrouvaient fréquemment démunis pour un travail d'implication et de persuasion dans les circuits ordinaires de la vie. Bien sûr, on les a informés sur leur rôle, sur le programme. Mais souvent la formation a été déficiente; de même les stratégies d'intervention. Il faut comprendre les contraintes d'une



élection rapide; mais certains croient que les 100,000 militants étaient en mesure de donner davantage.

D'autres critiques s'en prennent à une certaine intelligentsia indépendantiste peu accordée aux sensibilités concrètes du citoyen ordinaire. Une fois de plus, ils soulignent le manque de sens politique d'une certaine gauche qui s'en tient à une critique purement idéologique. On compte sur le militantisme de base pour donner plus de réalisme, d'efficacité et de pertinence aux débats démocratiques. Ceux-ci ne sauraient être la résultante de deux élites idéologiques qui s'affrontent au-dessus de la tête des gens. Le premier test de vérité se trouve d'abord et avant tout dans la qualité et la volonté de ce vaste réseau de militants qui constituent une force inédite dans l'évolution politique québécoise.

On avait, paraît-il, abusé des sentiments en 1970; cette fois-ci, on les a soigneusement mis à l'écart. Or, il se trouve que les sentiments rejoignent souvent les besoins les plus simples, ce qui est vécu par les hommes et les femmes dans les divers secteurs de leur existence. Ces sentiments et ces besoins attendent leur formulation politique. La politique n'est pas un cri; elle ne s'identifie pas, pour autant, avec la planification technocratique.

On ne comprend rien à la "révolution tranquille" si on refuse une constatation élémentaire: cette révolution a été faite largement par en haut. On a bâti un système scolaire et on est en train de bâtir un système de bien-être au nom d'une *rationalité* qui a prétendu rattraper d'un coup des retards séculaires. On a sans doute oublié que l'histoire ne se fait point ainsi au-dessus de ceux qui y vivent, au nom de modèles qui ont été fabriqués par les autres et transplantés chez les indigènes par les plus brillants élèves autochtones. Les dernières élections viennent de nous inviter une fois de plus à revenir à une compréhension plus profonde de la vie des Québécois, de leurs pratiques sociales, de leurs aspirations de tous les jours. On nous dira que cette vie, ces pratiques, ces aspirations sont contradictoires; bien sûr, et la vie a heureusement pour vertu d'être contradictoire; mais c'est aussi la vertu de la politique de proposer des dépassements qui sont souvent des renvois plus radicaux à la condition quotidiennement vécue.

Quelle stratégie adopter pour les années qui viennent? Celle que nous dictera au fil des jours le défi de l'événement. Car l'événement est la première, la plus décisive dénonciation des idéologies et des systèmes abstraits. Il faudra donc, au nom de l'événement, s'opposer à bien des stratégies officielles. A la condition de porter l'événement assez loin pour que de plus en plus de citoyens s'y sentent enfin concernés. Construire le Québec, c'est bien davantage que de faire un Etat, même si cela aussi est nécessaire: c'est construire un pays. Cela indique déjà de quelle nature devra être l'opposition en attendant la prochaine élection.

La force des pouvoirs qui règnent sur nous n'est pas d'abord dans leurs moyens financiers ou dans leurs manipulations électorales, mais dans leur idéologie. A l'encontre, une force reste à l'opposition: dire ce que vivent, souffrent, espèrent les Québécois.

Fernand Dumont, Jacques Grand' Maison.

STÉRÉOPHONIE SUR L'INDÉPENDANCE

Sophismes vs Indépendance

1. *Tous ceux-là (des bons gars!) qui n'en avaient que pour "le respect de la personne humaine" n'ont fait appel qu'au ventre et à la piasse comme seules motivations qu'on pourrait avoir collectivement pour vivre et s'épanouir. Flatte ta bedaine, Baptiste.*

2. *"On n'a pas les moyens". Bref ils nous disaient que nous ne pouvions pas nous acheter l'indépendance. Rameaient l'existence d'un peuple, et l'exercice de sa liberté, à un simple produit de consommation, voire un objet de luxe. Avons compris: seuls les nantis peuvent se payer l'existence et la liberté...*

3. *"On n'a pas besoin de l'indépendance pour réaliser ce que le P.Q. propose". En somme l'indépendance sans l'indépendance. Pas brillant ça, une dépendance totale qui serait une indépendance entretenue?*

4. *"L'indépendance est une aventure dangereuse". Que tous les peuples qui le sont se le tiennent pour dit. Malheur à ceux qui ont dénaturé un peuple à tel point de lui faire croire que la liberté, c'est dangereux.*

5. *"On n'est pas prêt", disent ceux qui sentent la mauvaise conscience leur monter au nez. En fait ils nous disent que nous ne serons jamais prêts, car témoignages, études, statistiques nous démontrent que de décennie en décennie nous accusons un recul dans le pan-canadianisme, que nous sommes de plus en plus faibles, donc que nous serons de moins en moins prêts. Je marche pas et réponds: TANT QU'UN PEUPLE N'EST PAS INDEPENDANT, IL N'EST PAS PRET, OK?*

6. *Dangers. a) Ne pas céder à la fatigue culturelle du colonisé. b) Ne pas céder au mépris des nôtres.*

7. *Pour l'avenir: "Tous les moyens sont bons pour accéder à l'indépendance". (Résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies, octobre 70). L'indépendance est un processus historique.*

Gaston Miron

Qui gagne perd

Il y a d'autres points de vue que celui de la comptabilité des votes et des sièges. Ces élections venaient à peine de finir sur un succès libéral phénoménal qu'aussitôt chacun sut que l'affaire continuait et que ce succès fou n'était rien. C'est assez étrange. Ce que ne disent pas les discours du vainqueur, qui en a plein les mains, c'est ce que tout le monde sait le jour même et ce que le gagnant sait aussi sans le dire: rien n'est réglé. Pourtant la défaite a bien certaines apparences superficielles d'une déroute. Or jamais défaite ne fut portée plus légèrement: le lendemain, tout le monde est sur pied, comme s'il ne s'était rien passé.

Il y a quelque chose d'inusité dans tout cela. La réalité, cette fois-ci, n'est sûrement pas seulement dans les comptes. On constate tout de suite la ridicule disproportion entre le pourcentage des sièges et celui des votes, car elle saute aux yeux; mais il y a un autre écart, encore plus grand: c'est celui qu'il y a sans doute entre les 30% obtenus par le PQ et la puissance, inexprimable en chiffres, enclose dans cette masse. Le vote péquiste et le vote libéral sont proprement incommensurables. Les rôles sont inversés: les vainqueurs sont dans la crainte et resteront dans ce sentiment-là, tandis que les vaincus ont confiance et poursuivront leur offensive. Six contre cent-deux. C'est plutôt drôle. Il n'y a pas d'addition pour expliquer ça.

On a compris qu'il ne s'agissait pas de la même chose: les votes libéraux, les votes péquistes; les gens qui entravent un processus et reculent une échéance, et ceux qui marchent vers un but; les votes négatifs et les votes positifs; ceux qui traduisent l'hésitation et la fuite et ceux qui s'appuient sur une conviction et une volonté. La partie n'est pas égale. Dans ces conditions, le nombre est peu de chose. La peur ne peut rester toujours. Tout, d'ailleurs, dans cette élection, était déjà centré sur le PQ. Comme le disait un citoyen devant son téléviseur, il y a là quatre hommes qui parlent du PQ, et celui qui est pour, c'est René Lévesque...

Le rapport réel des forces n'est donc pas celui qu'on voit d'abord; il en est loin. Cela doit tenir à une foule de raisons, dont nous ne voyons bien que les signes: un parti qui se relève en deux jours et rayonne d'une espèce de victoire invisible, et un autre dont la force paraît s'appuyer sur des chiffres aussi gros que précaires, ainsi que sur l'argent, qui est encore une question de chiffres. Le parti libéral, dont les députés rempliront l'Assemblée, fait curieusement figure de parti agrippé. C'est paradoxal. Il n'y a pas de vie dans cette machine. Cela doit bien vouloir dire quelque chose.

On ne voit clairement que les signes, mais on devine quelque peu les raisons. Il y a, dans l'indépendantisme, une représentation du Québec, et de l'avenir, et du gouvernement dans la force du terme. Chez les libéraux, rien de tel. L'indépendantisme est une pensée complète, dans laquelle les idées et l'émotion ont également une part, et qui renferme, dans une synthèse rare, des valeurs d'histoire et de modernité, de la raison et du désir, du lyrisme ainsi que la lucidité la plus claire pour un peuple qui doit choisir entre être ou ne pas être. En outre, le projet d'indépendance comporte l'idée d'un choix définitif, ce qui le rend d'une vigueur et d'une dureté singulières. Il va sans dire que le parti libéral n'a rien d'égal à opposer à tout cela. Sa force est au contraire aléatoire.

Le Québec libre existe déjà par anticipation dans presque toute la conscience intellectuelle dont le pays est capable. Il serait étonnant que les libéraux, malgré leur succès d'arrière-garde, ne se sentent pas obscurément les étrangers d'aujourd'hui et les exclus de demain. A l'Assemblée, ils seront une centaine à essayer de masquer, par le nombre et le bruit, le pessimisme de leur victoire. Mais il est évident que le pays, pendant quatre ans, ne parlera encore que du PQ.

Pierre Vadeboncoeur

Pit Lafrance et l'indépendance

Le matin du 30 octobre, vous vous souvenez, il pleuvait sur la ville et sur l'indépendance.

J'avais besoin de grand air pour me remettre à pelleter les nuages de la théorie, comme dirait M. Gérard Fillion. J'ai fait un crochet par chez Pit Lafrance. Il s'apprêtait à partir pour l'usine, sa boîte à lunch sous le bras et le français-langue-de-travail à portée de la main. Il avait peu de temps à me consacrer. Son analyse fut brève:

— "Dites-moi pas que vous êtes pas content, Monsieur le Professeur! 38% des francophones ont voté pour l'indépendance. Je vous dis pas qu'y c'était pas glissé quelques bilingues là-dedans: mais ça prouve justement qu'on est pas si ignorant

de ce qui se passe sur le continent que d'aucuns le prétendent. Voyez-vous, les Anglais ont voté 20 sur 20 pour la confédération. Y pourront pas voter 30 sur 20 la prochaine fois: peut-être 23 ou 25 sur 20, mais pas plus. Tandis que nous autres, on a toute l'avenir devant. Y reste encore des français en masse: même sans télégraphes, on peut monter à 40, pis à 50, pis à 60. On se passera du reste, de ceux-ce qui sont tout à faite bilingues. . . ."

Il était trop pressé pour m'en dire davantage. Toujours est-il que j'aurais eu honte de ne pas revenir au plus tôt à la maison pour pelleter mes nuages. Je ne me souviens plus si, dans ma hâte, j'ai pris le temps de lire l'éditorial du Devoir.

Fernand Dumont

Entre la poule et le cochon

Il n'y a de liberté et de justice qu'entre des partenaires de plain-pied. Entre la poule et le cochon, la mesure n'est pas la même. La première peut donner de ses oeufs sans rien sacrifier d'elle-même. Le second y passe tout entier quand il offre son bacon. Le fédéralisme libéral n'échappe pas à cette loi fondamentale. Il repose sur un contrat social que la philosophie politique la plus élémentaire a condamné depuis longtemps: entre le fort et le faible, l'avantage contractuel penche toujours du même bord.

Certains internationalistes déculturés cachent mal deux de leurs sophismes, à savoir l'indépendance synonyme d'isolement stérile et la culture universelle seule capable d'humanisme.

L'indépendance politique pour nous n'a rien de l'exclusive. Elle ne comporte sûrement pas de visée autocratique ou impériale. Nous voulons tout simplement vivre en partenaires égaux avec les autres États. Nous pouvons même retourner l'argument de certains fédéralistes actuels contre eux-mêmes. En effet, ils nous disent que le fédéralisme sait respecter les minorités, alors pourquoi les gros États ne respecteraient pas les petits. La différence ici, c'est la possibilité qu'offre un cadre politique assez autonome pour fonder une stratégie d'auto-développement que n'a pas permis un fédéralisme qui a eu toutes les chances de prouver le contraire au cours des derniers cent ans chez nous. Le fédéralisme canadien est devenu une monstrueuse administration qui met en concurrence des régions dispersées sur un impossible parcours. Ce compromis linéaire se révèle de plus en plus "dysfonctionnel." Il faut une nouvelle polyvalence à même des entités plus autonomes. Or les anglo-saxons ont refusé d'une façon non équivoque de jouer la carte d'une vraie confédération. Le fédéralisme des inégalités croissantes a fait son temps. Il a bloqué chez nous systématiquement l'émergence d'un vrai projet politique.

Au deuxième sophisme, nous répondons ceci: des cultures internationales ouvertes sans dialectiques avec des cultures particulières bien enracinées, et bien étayées politiquement, font le jeu des impérialismes. Regardons les faits crûment. Le riche patrimoine de l'humanité est réduit par quelques modèles: L'AMERICAN WAY OF LIFE, la russification de plusieurs démocraties populaires. Seules des souverainetés aussi politiques que culturelles maintiendront la distance critique nécessaire pour que les grands blocs économiques ne bulldozent pas des identifications historiques aussi profondes que fécondes pour faire éclater toutes les richesses de l'homme. Dostoïevsky ou Shakespeare n'ont pas atteint l'homme universel en faisant l'économie de leur culture particulière. Bien au contraire.

Par delà cette double rationalité, il y a ces modestes et profonds sentiments de dignité. Tout commence là. Quand un homme a honte de lui-même, quand il a peur de la liberté, quand il refuse de forcer son propre destin, les maîtres l'ont gagné à un esclavage irrémédiable. L'homme nu, pauvre, digne et libre transcende tous les avoirs, les pouvoirs et les savoirs. Ce ne sont là que des appoints seconds. Il en va de même des peuples. Ils ont d'abord la politique de leur dignité.

Jacques Grand'Maison

David et Goliath

Je laisse aux politicologues, aux économistes et aux éditorialistes de dissenter sur l'idée d'Indépendance. D'en peser les avantages et les inconvénients. Je ne veux, pour ma part, que témoigner de l'Indépendance quotidienne qui vit déjà dans le coeur des militants; qui turlute dans les refrains de Vignault; qui aspire semaine après semaine hors du terreau de l'oubli les recherches de nos historiens; qui sert de cadre anticipé de vie à tout ce qui, chez nous, rassemble, réchauffe, imagine, espère, crée, ose et entreprend. L'Indépendance en tant que foi, que pari, que bond en avant, L'Indépendance en germination qui fit de Manic un grand symbole et, par défaut, de la Baie James une douteuse affaire. . . .

Je laisse aux politicologues, aux économistes et aux éditorialistes de dissenter sur l'idée d'Indépendance. Autant, selon moi, tenter de raisonner une femme amoureuse en lui faisant valoir les avantages et la sécurité d'un mariage de raison: elle n'habite déjà plus ce monde-là. . . .

Comme des milliers d'autres militants j'ai écouté paisiblement nos chefs chiffrer et budgeter l'Indépendance. Ils avaient sans doute leurs raisons pour ce faire, mais ce n'était pas pour cela que nous les suivions dans une certitude qui n'avait rien à voir avec le résultat du concours factice pour élire le meilleur comptable. . . .

Notre civilisation matérialiste a toutes les formes de passion en horreur et tente de les chosifier toutes. Celles de l'amour par la pornographie, celles de la liberté par le calcul du meilleur profit.

Entre le petit David et le gros Goliath, je mise toujours, à long terme, pour celui qu'un brin de passion habite. La mort dans l'âme, mes voisins anglophones envisagent déjà les choses de la même façon que moi.

Hélène Pelletier-Baillargeon

les lendemains



par Michèle Lalonde

Le 30 octobre 1973, à neuf heures, triste infiniment, allongée sur le tapis et knock-outée comme 30% de l'électorat québécois, Andrée Feretti se demandait au son des Polonaises de Chopin ce que pensaient ses compatriotes et ce qu'il advenait d'eux:

"Où sont-ils tous, que font-ils? Seul, inorganisé, défait, huit cent milles fois un à la maison, au travail, à l'école, que fait-il ce Québécois de tous les jours, d'avant et d'après le 29 octobre 1973? d'avant et d'après le 16 octobre 1970? d'avant et d'après 1867? d'avant et d'après les Patriotes? d'avant et d'après les Plaines d'Abraham? (1)

Je me réjouis de constater qu'Andrée Feretti n'était pas réellement knock-out mais qu'elle s'est relevée avant le compte final et la conclusion de sa lettre au Devoir en s'écriant Nous vaincrons. Pour ma part, je ne me suis rien écriée du tout, car je pense que la lutte à finir est avant tout clandestine. Je ne choisis pas cet épithète dans l'intention maladroite de faire frémir les petites oreilles électroniques dressées dans les murs du Système, mais bien pour qualifier le conflit obscur et profond qui magane l'âme collective et explique le comportement d'une partie de l'électorat qu'on peut avoir envie, simplistement, de considérer comme lâche, bouchée par les quatre coins ou bêtement anti-nationaliste. Je dis: le conflit est profond; il n'est pas forcément résolu chez quiconque adhère au P.Q. (on l'a vu par les réactions singulières des Normandeau et autres militants fragiles au lendemain du balayage libéral), pis encore: l'angoisse qu'il génère en chacun de nous tend à se résorber sur des modes divers, dans un "sain réalisme", électoraliste chez René Lévesque, administratif chez Bourassa, et tout bonnement analytique chez l'intellectuelle au sens peu pratique que je

suis. . . C'est pourquoi les interrogations de Feretti captivent mon attention. Dans son désarroi et sa fatigue de militante, elle a, me semble-t-il, la lucidité de poser les seules vraies questions qui replacent le projet d'indépendance nationale et ses efforts successifs dans une perspective historique globale.

On peut s'étonner du rapetissement spectaculaire de cette perspective au cours d'une campagne électorale axée sur la proposition la plus radicale et décisive de notre existence collective. . . Dans un souci de dédramatisation sans doute, on s'est gardé de trop l'entrouvrir, car elle est apeurante. Bien plus apeurante en vérité que la vision d'une caravane Brink's fuyant vers l'Ontario ou même celle d'un honnête représentant des forces canadiennes, militaire armé jusqu'aux dents mais au demeurant fort civil, qui surveille en octobre votre pâté de maisons. . . Acculé au mur de son Histoire, le Québécois tremble, parce qu'il voit que son destin suit depuis 1760 une logique inexorable qui découle tranquillement de la raison du plus fort. Il comprend aussi qu'il a été moins à la merci des politicailleurs (gouverneurs britanniques incompréhensifs, dirigeants canadiens obtus, profiteurs autochtones, et caetera) que d'une politique puissante et fondamentalement cohérente qui ne s'est jamais démentie. Il y a à travers l'Histoire du Canada, une ligne de continuité remarquable, que recoupe régulièrement d'ailleurs l'histoire américaine. Le fil est sinueux, passe par les esprits whig ou tory et par la qualité personnelle des hommes en place, s'adapte avec une souplesse anglaise aux **facts**, aux populations et aux événements, mais de Murray à Trudeau, il ne se rompt jamais. Avec tous ses détours, cependant, il n'est pas facile à saisir. D'autant moins que malgré leur devise et malgré la brièveté de leur épopée, qui après tout ne remonte pas à la nuit des temps, les Québécois n'aiment guère se remémorer. Dédain de s'adonner à la fréquentation stérile du passé peut-être ou rejet inconscient d'une histoire écrite, au fond, par l'Autre, toujours est-il que nous avons toute la peine du monde à situer, par exemple, la loi de 1791 ou l'Acte d'Union dans une suite chronologique des faits. Il y a eu chez nous une sorte de sabotage et même de sabotage de la mémoire historique, qui fut invitée à prendre refuge dans les souvenirs folkloriques de la Nouvelle-France pour mieux fermer les yeux sur l'inexorable progression du Régime colonial britannique. Notre mémoire est pleine de trous. A tel point que nous sommes rarement en mesure de saisir le lien de causalité qui relie deux séries d'événements, et que des faits qui s'enchaînent en continuité et en toute logique dans l'application des politiques coloniale et plus tard canadien nous apparaissent comme des happenings, des revers inattendus du sort ou des résultats arbitraires attribuables au seul caractère des hommes politiques, à leur capacité de tenir leur promesse, leur propreté, et caetera. Nous sommes difficilement capables de distanciation, accordons une importance démesurée à des détails ou des effets secondaires: on se souviendra sans effort, par exemple, de la pyromanie d'un

(1) in Le Devoir, 1er nov. 1973.

de la veille

Colborne ou des boulets enfoncés dans le mur de l'Église Saint-Eustache mais les intentions et le déroulement général de la Rébellion, ses antécédents et ses conséquences nous échapperont même dans leurs grandes lignes. Une consigne émanant de Mgr Bourget et longtemps observée par les manuels scolaires a d'ailleurs littéralement jeté l'interdit sur ce chapitre et tel autre de notre 19^e siècle.

Il s'ensuit que pour comprendre un tant soi peu ce qui nous est arrivé et ce qui nous arrive, il ne suffit pas d'être un citoyen québécois normalement branché sur sa culture et sur la mémoire collective, il faut être rat de bibliothèque ou autodidacte enragé, bref s'armer de passion individuelle pour combler les hiatus d'une conscience nationale sans cesse arrachée au récit cohérent de son passé et privée d'information pertinente. On arrive alors non sans étonnement à saisir le principe organique de continuité qui sous-tend l'Histoire du Canada et de la *Province of Quebec* depuis la Proclamation royale de 1763.

La Constitution canadienne actuelle apparaît ainsi fondée sur le principe de mise en minorité de la collectivité francophone, principe lui-même issu de la politique coloniale britannique dont le jeu de balancier assimilation/conciliation a fini par se stabiliser dans cet heureux compromis. Parfait équilibre en effet: le libéralisme, le parlementarisme et les meilleures traditions anglaises y trouvent leur assise solide mais aussi, et sans risque de contestation sérieuse possible, la raison du plus fort et le projet de British North America, à l'intérieur duquel l'ancienne majorité canayenne occupe désormais sa place juste et logique; Parfaitement encadrée, elle peut désormais profiter de la liberté par définition limitée qu'on était désireux de lui accorder. Société juste, consolidation des intérêts anglo-canadien, conquête définitive mais retraite très honorable de la nation canayenne dans une autonomie dorénavant sans possible conséquence fâcheuse. Avec la mise en minorité du peuple canadien-français se trouve en effet résolu le casse-tête de la politique coloniale britannique depuis Murray: Comment amener les libertés parlementaires sans donner ipso facto à la majorité conquise l'occasion de se gouverner, c'est-à-dire d'accéder par un processus naturel à une éventuelle souveraineté qui entrerait, bien sûr, en contradiction flagrante avec celle du Conquérant? Bref, comment donc introduire la démocratie en Canada tout en faisant échec à ses conséquences implicites: la prise du pouvoir par les Canayens? L'opposition à l'indépendance du Québec ne date en vérité pas d'hier. L'Angleterre l'a toujours redoutée, ayant eu à craindre puis à encaisser celle de ses colonies du Sud.

Le système fédératif de 1867 finit donc par résoudre en beauté le casse-tête: opérant ni plus ni moins que la quadrature du cercle, il va permettre la résorption à long terme du régime colonial dans le fameux équilibre définitif du 9 contre 1 que nous connaissons. Il est bien intéressant toutefois de voir comment l'évolution consécutive du colonialisme britannique a rendu cette solution possible. L'espace fait ici défaut pour une démonstration par le menu; mais en me contentant de faire écho aux interrogations d'Andrée Feretti, je peux m'arrêter à constater

qu'après les Plaines d'Abraham et avant les Patriotes, les Canayens (ou Québécois) sont majoritaires et les libertés parlementaires, nulles ou neutralisées par le droit de veto; qu'après les Patriotes et avant 1867, les libertés parlementaires sont plus grandes et le gouvernement, responsable, mais les droits linguistiques sont comme par hasard réduits, de même que notre majorité, prestement accollée à la masse anglo-britannique par voie d'Union des deux Canadas.

Cette sursimplification ne doit pas nous inviter à nous prendre pour des martyres de la malveillance britannique. (2) La mémoire, faculté volontiers dolente chez nous, se souvient mieux quand elle reste froide. Mais on ne doit pas s'empêcher de voir par ailleurs que la politique coloniale tient toujours compte de notre avantage ou désavantage numérique et surtout de notre plus ou moins grande possibilité de nous emparer *collectivement* du pouvoir réel. (3) Les libertés civiles, démocratiques, etc., et même l'invitation généreuse à partager la prospérité, sont toujours liées d'une manière ou d'une autre à notre mise en minorité (1867) ou à notre neutralisation en tant que majorité. (1764-1791-1840). Au besoin mais à point nommé, jamais à tort et à travers, l'armée rétablit l'*ordre*, c'est-à-dire l'équilibre majorité-minorité dans le contexte fédéral, ou dominant-dominé dans le cadre colonial. Car sans cet équilibre, pas de British North America (soupe à l'ancienne. . .) ni d'Union ou Unité canadienne (. . . servie à la moderne).

Ce *sine qua non* justifie en de rares occasions le recours aux mesures répressives, ou dites (non sans ironique pertinence) "de guerre". L'armée est intervenue en 1837 parce qu'il y avait réclamation collective du pouvoir et qu'un projet d'indépendance (4) était dans l'air. L'armée est intervenue en octobre '70, non tant pour prévenir un désordre public effrayant, ni même pour faire échec à une poignée de terroristes, mais parce qu'il y a eu, surtout, front commun et même, n'en déplaise à Monsieur Ryan, spectre d'un respectable Comité de Salut public qui, s'il fût intervenu, eût, à toutes fins pratiques, signifié l'arrivée de la population québécoise au pouvoir. Menace en somme de prise de pouvoir réel, non tant par le F.L.Q., mais par un possible gouvernement issu du Front commun, constitué sans mandat colonial et hors de la logique séculaire du système et qui, parce qu'il n'aurait pas eu

(2). . . jugement purement moral qui procède d'une illusion d'optique. Notre histoire est peuplée de "bons" et de "méchants" dont je me propose de reparler.

(3) L'envol de quelques colombes parties nicher à Ottawa ne représente pas une menace de bouleversement véritable, mais s'inscrit, avec les oppositions normales qu'elles provoquent, dans une tradition. Il y eut un French Party naguère et bien avant l'avènement du French Power actuel...

(4) Il faut introduire une distinction: Papineau envisageait une libération collective en termes de parlementarisme. Les hommes de 1838 qui récidivèrent dans un esprit très différent, préparaient une guerre de décolonisation pure et simple.

les lendemains de la veille

pour premier objectif de faire tourner la Constitution, eût de facto amené une RUPTURE HISTORIQUE équivalente à l'indépendance.

L'équilibre constitutionnel une fois rétabli, les générosités du système peuvent réapparaître. Évaluée dans une perspective historique globale, chaque nouvelle libéralité du gouvernement paraît servir à la consolidation de la politique coloniale. Mais dans une optique plus courte, la proposition s'inverse et l'on est forcé de conclure qu'à brève échéance, le principe de mise en minorité des Québécois est rentable, qu'il s'accompagne certainement d'avantages concrets et d'une foule de **tiens qui valent mieux que deux tu l'auras**...

Le conflit profond, mal éclairé par la conscience historique, est donc lié à cette espèce de paradoxe: S'adapter réalistement à la raison du plus fort et négocier le présent immédiat ou bien rejeter la raison du plus fort et renverser à tous risques le mouvement de l'Histoire.

Tout ceci nous permet de comprendre un peu mieux le caractère de certains hommes politiques, les Laurier, Trudeau et leurs homologues québécois comme, tout au long de l'Histoire, les Lafontaine, Cartier et autres pères ou grands-pères de la Confédération. Il plane au-dessus d'eux une équivoque bien mal dissipée d'ailleurs par le qualificatif de "traîtres" qu'on leur attribue injurieusement. Ces hommes se présentent à l'électorat québécois comme des réalistes et ils le sont, en effet, dans la mesure où ils admettent que leur possibilité d'accéder personnellement au pouvoir et d'accomplir quoique ce soit, est liée à leur acceptation du principe bi-centenaire de mise en minorité des Québécois. Le French Power, c'est le French Canadian au pouvoir en tant que **minorité** et qui ne peut se maintenir au pouvoir, ni obtenir quelque avantage à court terme pour ses compatriotes que s'il admet et raffermir le fameux principe d'équilibre. C'est à ce dernier titre seulement qu'il trahit. La nature spécifique de cette trahison n'a en somme que peu à voir avec l'intégrité morale ou l'honnêteté des intentions de chacun; on peut très bien supposer que ces hommes visent sincèrement l'amélioration du sort de leurs compatriotes. Mais pour ce faire, ils doivent composer avec l'iniquité fondamentale du système. Ils négocient. A la limite, Bourassa s'enferme à double tour dans le cercle vicieux et négocie à la 2e puissance: il négocie avec Trudeau qui doit déjà négocier son propre pouvoir à Ottawa.

La fameuse peur québécoise et son équivalent tactique, la docilité, n'est rien d'autre que le corollaire direct du "pragmatisme rentable" de tels hommes. Elle n'est pas qu'une réponse pavlovienne plus ou moins honteuse à des procédés occasionnellement spectaculaires d'intimidation. C'est l'ensemble de la conjoncture qui nous intimide et, surtout, nous trompe. La peur n'est donc pas réductible au manque de courage, d'idéalisme ou de confiance en nos talents. Elle est plus complexe en vérité que le besoin d'être en tous points rassurés sur la compétence de M. Parizeau à faire flotter convenablement une éventuelle piastre séparée. . . De telles hésitations devant l'inconnu peuvent, en effet, s'interpréter comme les len-

teurs d'un jugement prudent plutôt que comme les défaillances d'un esprit trop **peasoup** pour s'imaginer bon comptable. Il y a donc une peur d'un autre ordre, et un autre type de calcul dans la tête d'une partie de l'électorat québécois. En vérité, tout inconsciente qu'elle puisse être, cette peur n'est irrationnelle et purement émotive qu'en apparence. Il faut bien convenir qu'elle est une faculté d'adaptation aux circonstances fondamentales de notre histoire, une concession politique à la raison du plus fort. L'absence de mémoire historique nous porte cependant à évaluer cette concession répétée comme provisoire. De fois en fois, nous croyons ainsi répondre à des "événements", à **des** politiques, à telle ou telle conjoncture pressante. Nous nous croyons en quelque sorte toujours au lendemain de la dernière veille; croyant négocier l'avenir, nous négocions, à travers des problématiques de plus en plus complexes et inintelligibles, des sursis. Jugant mal de son Histoire, l'électeur québécois juge mal, c'est-à-dire sans recul, de l'actualité. Le déroulement continu de la politique coloniale lui échappe et il ne peut dès lors exercer de choix véritable mais seulement des options successives. Dans notre conscience amnésique, l'avenir, comme le passé, est bref, sans prolongement, il ne débouche que sur l'urgence concrète du plus évident lendemain. Le choix stratégique, réaliste et raisonnable est forcément de renouveler le mandat des hommes qui oeuvrent dans cette courte perspective et déploient quelque compétence à aménager le plus rentablement possible notre minorisation.

Tout en indiquant un progrès horizontal du projet de souveraineté à travers le Québec, les résultats du 29 octobre démontrent aussi la persistance, chez une partie de l'électorat, des attitudes mentales qui font, d'une élection à l'autre, reculer la véritable alternative. Par peur (!) peut-être de provoquer une réaction purement émotive de type fascisant, on néglige d'ouvrir la vaste perspective historique qui permet d'intelligier le phénomène toujours actuel de la Conquête. Mais une politisation profonde devrait justement consister à empêcher ces déformations de la mémoire autant qu'à combler ses innombrables trous en commandant un retour non pas au passé mais sur le passé.

Chose certaine, on ne peut "vendre" l'idée d'indépendance à une collectivité en misant presque exclusivement sur son sens d'initiative budgétaire et sans l'inviter avec insistance à faire la somme de ses aspirations contrariées, de ses efforts annulés, de ses besoins vitaux différés de décade en décade. Combattre raisonnablement le sentiment d'insécurité qui accompagne une décision historique majeure est une chose, vaincre la peur, ce stratège essentiellement myope, en est une autre.

Si l'on continue d'espérer avec Andrée Feretti que les Québécois d'après le 29 octobre 1973, deviendront le peuple capable d'opter pour autre chose qu'un lendemain de plus aux risques minutieusement calculés, il ne faut pas hésiter à faire apparaître la problématique nationale dans toute sa durée. ●

au-delà de l'événement

par Camille Laurin

Ainsi donc, il nous faudra subir un gouvernement libéral pour une autre période de trois ou quatre ans. Le Parti Québécois n'en est pas étonné car il le savait. Mis à part les accidents de parcours: disparition de l'Union Nationale, recul considérable du Parti Créditiste, disproportion scandaleuse entre le vote et le nombre de sièges qui favorise le Parti Libéral au détriment du Parti Québécois, défaite par une faible marge des Lévesque, Parizeau, Morin, Marois, Joron, etc. grâce au veto des Anglais et Néo-Québécois et à un viol électoral sans précédent, les résultats sont conformes pour l'essentiel aux prévisions.

L'élection a été menée d'abord et avant tout sur le thème de l'indépendance du Québec. Le Parti Québécois et le Parti Libéral l'ont voulu ainsi, le premier afin de démontrer la rentabilité et les immenses avantages pour la construction d'une société véritablement accordée aux aspirations québécoises, le second pour masquer sa piètre performance des trois dernières années, pour divertir l'attention de ses liens étroits avec la caisse électorale et l'establishment capitaliste et anglophone, pour se battre sur le terrain d'un adversaire qui se présentait comme le gouvernement de demain sans pouvoir pour autant appuyer ses thèses avec toutes les preuves et appuis qu'exige une option aussi radicale et dont seul un gouvernement en place peut disposer. Consciemment ou non, par masochisme ou erreur de calcul, les deux autres partis ont fait le jeu du Parti Libéral en prenant pour cible principale et même unique le Parti Québécois, ce qui s'est avéré mortel, sur le champ pour l'un et à court terme pour l'autre.

La polarisation pour ainsi dire absolue qui en est résultée est on ne peut plus claire et significative, mis à part encore une fois les accidents de parcours: le peuple québécois n'est pas encore prêt à rompre le lien fédéral et à partir à son compte, il n'a pas encore complété ses prises de conscience et achevé la quête de son identité, il ne s'est pas

encore débarrassé de ses conditionnements et servitudes historiques, il ne fait pas encore assez confiance à ses forces vives et à son jaillissement créateur, il craint encore l'air du large, il n'est pas mûr pour la liberté. Ou plutôt, près de quarante pour cent des francophones ont déjà pris leur décision, mais les résistances qui demeurent constituent une dernière embête dont il faut pour le moment tenir compte, jusqu'à ce qu'elle saute bientôt elle aussi sous la poussée de cette force historique, organisée, dynamique et puissante que devient chaque jour un peu plus le Parti Québécois au fur et à mesure qu'il multiplie ses gains.

Avant de reprendre dès demain le collier, permettons-nous une brève rétrospective sur la situation pré-électorale et la campagne elle-même, et admettons qu'il eût été difficile de progresser davantage que nous ne l'avons fait. Le Parti Québécois est le plus jeune de tous les partis politiques. Il n'existe que depuis cinq ans. Et même s'il s'y est employé avec méthode, intelligence, couleur et vigueur, il n'a pas encore réussi à faire pénétrer dans tous les coins du Québec et dans tous les secteurs de l'opinion l'essentiel d'un message aussi complexe, novateur et hardi que celui de la mise en place d'un régime politique souverain, de la liquidation avantageuse du régime colonial antérieur, de la négociation d'une interdépendance économique mutuellement rentable avec nos voisins et de la construction d'un modèle socio-économique axé sur le rapatriement des centres de décision, une juste redistribution des revenus et la participation du citoyen à tous les paliers décisionnels. Quels que soient la qualité du message et le pouvoir de persuasion des messagers, le citoyen demande du temps pour comprendre, assimiler, peser et décider, surtout lorsqu'il s'agit du citoyen québécois, prudent entre tous, patient, méfiant, traumatisé par les dépendances coloniales et les défaites, trop conscient de ses faiblesses, habitué à louvoyer à travers mille obstacles et à tirer profit des moindres avantages du terrain

au-delà de l'événement

pour un profit immédiat (v.g. "encore une que les anglais n'auront pas"). Il faut souvent une aussi longue patience pour vendre à ce citoyen une indépendance qu'il désire au fond et dont il a besoin que celle qu'il a mise lui-même pour durer, se maintenir et progresser contre vents et marées.

Ce peuple est également débonnaire et stable. Il ne retire que lentement sa confiance à ceux qu'il a élus, à moins que ceux-ci ne l'y forcent par leurs excès, erreurs ou carences graves. Et si le gouvernement en place réussit à cacher ses échecs ou trahisons et à porter le débat sur un autre terrain, comme les publicitaires du Parti Libéral ont si bien su le faire durant la campagne, cet électeur bon enfant n'est pas difficile à convaincre qu'il vaut mieux garder un régime et une équipe "pas trop pires" que d'essayer des "nouveaux" qui parlent bien mais qu'on n'a pas vus à l'oeuvre et que l'on connaît mal.

Le paysage politique pré-électoral demeurait par ailleurs fort embrouillé. Malgré son irrémédiable déclin, l'Union Nationale possédait encore quelques bons hommes, un programme qui valait mieux que sa réputation et surtout de prestigieux souvenirs dont il est toujours pénible de se détacher. Par ailleurs, le négativisme virulent et l'utopisme magique des créditistes correspondent encore pour un temps à un certain état et moment de notre évolution collective. Gilberte Côté-Mercier, Caouette, Samson, Roy et même Dupuis expriment, sur un ton et avec des formules qui collent à ces états d'âme, l'une ou l'autre facette des frustrations, récriminations, revendications, nostalgies et rêves des laissés pour compte de la révolution industrielle, qu'écrase une technocratie toujours plus complexe, inhumaine et arrogante. Ils offrent aussi un refuge et un espoir aux tenants attardés de l'agriculturisme, de la théocratie, de l'autoritarisme, de l'individualisme libéral, des micro-structures sociales où perduraient certaines de nos valeurs traditionnelles les plus vantées. Il n'est pas facile de s'arracher à ce terreau originel, d'accepter le cours inéluctable de l'histoire et d'apprendre à intégrer le meilleur de l'ancien au nouveau qu'il faut créer.

Quant au Parti Québécois, il avait choisi la voie la plus difficile. Il aurait pu, comme en 1970, dénoncer le danger mortel que constitue pour notre langue, notre culture et notre vouloir-vivre collectif un pouvoir fédéral étranger, toujours plus centralisateur, subtil et puissant. Mais il a cru qu'il lui fallait cette fois, pour éduquer et progresser, s'attaquer de front aux obstacles inconscients qui tempéraient notre désir, minaient notre volonté et nous retenaient au bord de l'action. Ces résistances et complexes sont bien connus: transfert encore incomplet de l'identité canadienne à l'identité québécoise, ambivalence quasi-obsessionnelle, sentiments d'insécurité, d'infériorité et d'impuissance, peur du changement, du risque, de l'aventure, etc. Il fallait donc contrer ces fortes hésitations et réticences par des assurances, des preuves, des garanties qui soient à leur mesure. Le Parti Québécois a donc tenté avec tous les moyens du bord, qui n'étaient pas ceux d'un gouvernement, de prouver avec force chiffres, statistiques et dossiers que le fédéralisme avait depuis toujours appauvri et assujéti le Québec, que les impôts, les épargnes et le pouvoir d'achat des québécois assure-

raient d'emblée à un Québec souverain une place enviable parmi les nations les plus riches, que ses revenus anticipés lui permettraient de concrétiser dès 1975 les réformes socio-économiques à la fois les plus coûteuses et les plus urgentes que proposait le programme du Parti, que l'excédent des exportations de biens et capitaux sur les importations signifierait automatiquement que la monnaie québécoise, si jamais il fallait en établir une, se trouverait dans une position de force par rapport à celle de ses voisins, etc.

Mais ces preuves ne pouvaient pas produire tout leur effet dans le court laps de temps d'une campagne électorale. Parce que les esprits n'étaient pas suffisamment préparés à les recevoir et à les assimiler. Parce qu'on ne peut chiffrer toutes les hypothèses et qu'on ne peut prévoir d'une façon absolue toute la gamme des hypothèses. Et surtout parce qu'il n'est rien de plus facile que de polémiquer les chiffres et les utiliser à des fins contradictoires.

Les partis d'opposition s'en donnèrent donc à coeur joie, les uns parce qu'il fallait éviter à tout prix que le Parti Québécois devienne l'opposition officielle, comme le prévoyaient les sondages, et menace ainsi jusqu'à leur existence, l'autre, parce que c'était là un terrain où il pouvait manoeuvrer avec efficacité en vertu de sa position privilégiée, de son absence de scrupules et de sa malhonnêteté intellectuelle foncière. A l'argumentation chiffrée et serene du Parti Québécois, on opposa donc une argumentation chiffrée de sens contraire marquée au coin du catastrophisme. Foulant au pied les lois de la preuve, on multiplia avec une autorité toute dogmatique les affirmations les plus gratuites et les plus farfelues: piastre séparée à \$0.80, \$0.50 ou \$0.25, coût excessif des importations et des petits voyages à l'étranger, diminution des investissements, perte de revenus et d'emplois, chaos, ruine, etc. Cette avalanche de chiffres contradictoires ne pouvait provoquer qu'un réflexe de défense chez l'électeur, et c'est bien ce que le Parti Libéral escomptait. Abasourdi, mal informé, trompé, manipulé, ne possédant pas les connaissances qui lui auraient permis de juger, l'électeur indécis se réfugia dans une position d'attente, se rabattit sur ses schèmes traditionnels et réintégra l'armure de ses complexes. Il ne fallait pas trop se presser. Il ne faut rien risquer. Un *tiens* vaut mieux que deux *tu l'auras*. Après avoir souffert si longtemps, on peut encore endurer pour quatre ans. Il ne faut pas réveiller le lion qui dort. Il est dangereux de provoquer les Anglais. Le grand capital, le pouvoir fédéral, le maître tout puissant. On n'a pas les moyens de vivre seul. Jusqu'où tomberions-nous si on nous abandonnait! On ne nous a pas encore donné la permission de nous libérer. Nous sommes condamnés à rester des porteurs d'eau.

Le miracle, c'est que près de quarante pour cent des francophones ont quand même résisté à ce bombardement, à ce matraquage, à ce lessivage de cerveau. Le miracle, c'est que près d'un million de Québécois ont quand même gardé jusqu'au bout le goût du Québec, de la liberté et d'une société toute neuve.

C'est pourquoi cette victoire libérale nous apparaît comme une victoire à la Pyrrhus. Encore une victoire comme celle-là, aurait pu dire Bourassa au soir du 29 octobre, et je suis perdu. L'artillerie lourde de l'argent, du pouvoir et

de la peur n'a pu, en effet, arrêter la montée du Parti Québécois. Après un bref instant d'amertume, toutes les troupes se sont déjà remises au travail. Nous avons perdu une bataille mais nous avons encore le temps et les moyens de gagner la guerre. Ces armes qu'on nous envie et qu'on a tenté de détruire avec rage restent les mêmes: idéalisme, fierté, dignité, obstination, et nous les utiliserons encore mieux qu'auparavant.

Face à un gouvernement libéral de 102 députés, les six députés péquiste peuvent paraître quantité négligeable. On disait déjà cela des sept députés de 1970 et ils ont pourtant résisté aux assauts conjugués des trois autres partis, harcelé sans relâche le gouvernement, amélioré les lois, fait trembler et reculer à quelques reprises le pouvoir qui a reconnu en eux sa seule et constante et véritable opposition. Avec ou sans René Lévesque, les députés actuels feront encore mieux. Car ils connaissent encore mieux leurs dossiers et les procédures parlementaires, sont plus aguerris, sentent derrière eux le support de 900,000 militants, pourront compter sur un service de recherches plus étoffé, et surtout parce qu'ils constitueront maintenant l'Opposition officielle et qu'ils sont d'ores et déjà en instance de pouvoir. Ils surveilleront donc sans répit le gouvernement, prompts à signaler ses faiblesses, ses louvoiements et ses démissions.

Ce gouvernement ne pourra d'ailleurs que se détériorer à un rythme uniformément accéléré. Le pélican a trop de bouches voraces à nourrir et le patronage le plus systématique n'y suffira peut-être pas. Il faut aussi récompenser les pourvoyeurs de la plantureuse caisse électorale, ce qui nous promet une théorie sans fin de ménagements, de complaisances, de complicités et de subventions à l'endroit des grandes entreprises, pour la plus grande gloire du statu quo libéralo-capitaliste et de l'exploitation du pelé et du galeux par les puissances d'argent. Il faudra aussi assurer la paix sociale et la progression des profits en serrant la vis aux organisations syndicales et en accentuant le caractère répressif des lois du travail. Il ne faudra certes pas oublier le bloc anglo-saxon et néo-québécois qui, par son appui massif aux ministres transfuges (Cloutier, Cournoyer, Choquette, Forget et consorts) ainsi qu'au seul parti qu'il juge digne de le défendre, a permis d'enlever au Parti Québécois quelque vingt comtés où la majorité des Québécois francophones s'était prononcée en sa faveur. Cela nous promet quelques beaux entechats devant l'arche de la souveraineté culturelle. Les Anglais s'extasieront devant ces exercices purement formels mais il n'est pas sûr que la majorité applaudisse. Il faudra enfin achever de payer ses dettes au pouvoir fédéral en troquant les quelques pouvoirs importants qui nous restent en matière de fiscalité, communications, habitation, etc. contre les plats de lentilles de la péréquation, des ententes spéciales et autres perspectives séniles, qui réduisent rapidement le Québec au statut d'assisté social et au rôle hilarant de cocu content.

Il reviendra à nos députés de faire le procès, en gros et en détail, de ce pourrissement graduel et du danger qu'il constitue pour notre avenir. Il leur incombera également de rafistoler dans toute la mesure du possible les vieux vêtements législatifs qu'on essaiera de leur passer pour du neuf. Ils ne manqueront d'ailleurs pas, à cette occa-

sion, de présenter en contrepartie ce que devrait être une véritable politique québécoise, dans l'un ou l'autre des domaines où il faudrait rattraper nos retards et faire droit aux exigences de la justice et du développement. Pour toutes ces tâches, nos députés sont bien armés et leur efficacité compensera pour leur faiblesse numérique.

Mais cette opposition ne sera pas la seule ni peut-être la plus importante. La population commence déjà à se ressaisir. Elle contemple avec effarement et un certain dégoût d'elle-même le résultat du vote de panique qu'elle vient de donner. Elle voudrait déjà que cette majorité libérale soit moins écrasante et qu'on l'en empêche d'abuser de son pouvoir par une organisation de la contestation. Le Québec ne pourrait d'ailleurs plus endurer un retour au duplessisme. Les groupes de pression sont maintenant plus nombreux, mieux organisés et plus combattifs. Ils surveilleront de près l'activité gouvernementale, aussi bien sur le plan des politiques générales que dans les secteurs qui les intéressent spécifiquement, et la presse écrite et électronique est déjà toute disposée elle aussi à leur apporter tout le concours dont ils pourraient avoir besoin.

Parmi ces groupes de pression, il faut faire une place à part aux forces vives, religieuses, ouvrières, artistiques, intellectuelles et professionnelles qui ont déjà pris parti pour l'indépendance du Québec. Ces groupes trouveront dans les résultats de l'élection une motivation additionnelle pour intensifier leur action. A leur rayonnement, à leur vigueur créatrice, le pouvoir n'opposera encore une fois qu'inertie et hargne. Ce qui veut dire que c'est le soc de l'idéologie nouvelle qui continuera d'ameublir et de préparer le terrain pour la prochaine échéance électorale. C'est au cours de cette période que l'on se convaincra dans tous les coins du Québec et dans tous les secteurs de l'opinion que le fédéralisme est une faillite et une menace sur le plan économique, social et culturel, que l'indépendance s'impose à tous égards et qu'elle est possible et rentable. Qu'il faut mettre fin, comme le proposait récemment *Relations*, à la transmission héréditaire des privilèges, à l'exploitation des travailleurs et des ressources naturelles pour le profit exclusif des grandes compagnies multinationales étrangères, à la disparité scandaleuse des revenus entre les diverses classes sociales, à la hausse injustifiée du coût des biens et services essentiels. C'est pendant cette phase de germination que se préparera dans les esprits un modèle de société plus humaine, qui assurera la promotion collective de ceux que notre société actuelle a marginalisés, un partage réel de l'avoir et du pouvoir, la participation effective de chacun aux divers paliers décisionnels collectifs, le contrôle québécois de l'aménagement et de l'exploitation du territoire, des ressources, des entreprises, des institutions financières et du développement multidimensionnel de notre société.

Et pendant ce temps, la fourmilière de nos militants continuera partout son travail d'infiltration, d'animation, de persuasion, afin que toutes ces forces de changement puissent être graduellement rassemblées et structurées au sein du seul instrument politique qui permettra à ce peuple de passer, un de ces jours prochains, du rêve à l'action, de l'asservissement à la liberté, de l'aliénation à l'identité vigoureuse et créatrice. ●

les mandarins et le pays réel

par Louis O'Neill

Dans l'évaluation du résultat du 29 octobre, les politicologues et autres experts formulent des observations parfois étonnantes. Il y a d'abord une partie du jeu électoral qui leur semble tout à fait inconnue. Inutile de leur parler de listes électorales truquées, de télégraphes, de morts qui votent, de méthodes d'intimidation, de fraude: ces vulgarités échappent à leur attention. A leur manière, ils sont propres, propres. Ils diront, pour expliquer le résultat du 29, des choses dans le genre: le PQ ne rejoint que les intellectuels, alors qu'il est bien connu que ce sont d'abord des milieux populaires qui votent péquistes. Ou encore que ceux qui votent péquiste n'ont rien à perdre, alors que ceux qu'on qualifie d'intellectuels seraient les premiers, dans l'éventualité de difficultés économiques, à payer la note. (Car une politique d'austérité atteint d'abord les *services* où logent beaucoup de gens dits intellectuels). On dira que le PQ fait mal passer son message, comme si la pénétration du message ne dépendait pas en partie des moyens financiers que l'on a (sur ce point, le parti au pouvoir en possède qui sont énormes). En lisant la prose des experts, j'ai eu parfois l'impression, pendant la campagne électorale, qu'on me servait une description d'un pays bien différent du pays réel, comme si les éminents penseurs habitaient une sorte d'univers clos.

Le Québec réel

Dans Mercier, où le 30% s'est transformé en un vigoureux 46%, ceux qui font la force du PQ, ce ne sont pas d'abord des intellectuels (même si beaucoup d'entre eux nous ont donné un solide appui), mais des gens ordinaires: chauffeurs de taxi, serveuses, hommes de métier, chômeurs, un certain nombre d'étudiants. Les militants, nombreux et dynamiques, ont lutté fermement et dignement contre une machine bien huilée, très pourvue financièrement, pas trop scrupuleuse dans ses méthodes.

Ces gens se sont groupés dans le PQ qui, pour eux, constitue, dans la phase historique actuelle, le Front commun des vrais Québécois, de ceux qui refusent de jouer plus longtemps le rôle de nègres blancs d'Amérique, de ceux qui luttent contre les menaces de désintégration qui pèsent sur la collectivité francophone. Ils livrent un combat dramatique où l'humain, le culturel, l'économique et le politique s'entremêlent de façon inextricable. De cette lutte, ils le sentent confusément, dépend l'avenir de tout le Québec français.

Le Yoga intellectuel

Leur étonnement, c'est que les spécialistes de la clairvoyance n'ont pas encore compris ce qu'eux, hommes et femmes ordinaires confrontés quotidiennement avec l'humiliation et la discrimination, perçoivent avec leur cœur et leurs tripes. Les époustouflantes exégèses de monsieur Ryan les déconcertent. (Il faut avouer cependant qu'ils ne le lisent pas tous les jours!). Ils comprennent mal que cet homme au regard perçant ergote encore sur les méfaits réels, possibles et hypothétiques de la loi 63, ignore les effets économiques de la discrimination linguistique, ne soit pas informé de l'utilisation systématique qui est faite, par la minorité riche anglo-saxonne, de la force électorale des néo-canadiens pour contrer la volonté d'affirmation des Québécois, passe pudiquement sous silence le processus de désintégration de la collectivité francophone montrealaise. Ils savent l'homme intelligent. Ils le présument honnête. Ils sont sidérés par sa patience séculaire. Peut-être, se disent-ils, que logé sur des sommets inaccessibles, il a une vision de la réalité qui dépasse à ce point le réel immédiat qu'il puisse en nier l'existence.

Ils sont non moins déconcertés par la meute des sociologues toujours empressés à les décortiquer, à les étudier, à mener enquête par-dessus enquête sur leur mode de vie et leur avenir. Comme si cet avenir, les choses continuant ainsi, ne se dessinait pas clairement de lui-même. La dernière vague dont ils craignent la venue, c'est celle des anthropologues, car alors ce sera le signe de la fin. Un peuple en voie de disparition, c'est plus intéressant à étudier que quelques poignées d'Esquimaux entretenus aux frais du fédéral.

Ils aiment les penseurs, les experts, les anthropologues. Mais ils aimeraient bien savoir si tous ceux-ci ont quelques sentiments, si leur cœur a fait un certain choix, en faveur ou contre le peuple qui, par sa seule existence donne raison d'être à leur métier, et qui, par les impôts qu'on lui soutire, rend ce métier ren-



table. Ils aiment les penseurs, mais se méfient un peu des mandarins qui ont une sensibilité de croque-mort.

Théorie et praxis

Il est des jeux de l'esprit qui sont révolus. Les signes des temps forceront de plus en plus les intellectuels à se brancher. On ne peut en même temps jouer le jeu de tous les partis, de toutes les forces en présence. On est solidaire de ceux qui dominent, exploitent, abusent de leurs privilèges, qu'ils soient économiques, culturels ou linguistiques, ou bien on est solidaire de ceux qui luttent pour une élémentaire décence, pour le droit de vivre comme des citoyens normaux dans une société normale. On est solidaire ou des colonisateurs ou des colonisés.

Les intellectuels dits de gauche (il en faut si peu pour être de gauche dans une société où la droite est grosse comme un éléphant) ont fait un choix, celui d'être solidaires du petit peuple québécois dans ses luttes, son cheminement, ses espoirs. Ce qu'il faut espérer, c'est qu'à leur tour ils ne se transforment pas en mandarins qui vivent dans un univers de mots, de concepts et de verbalisation qui les isole du pays réel. Autrement, ils ne changeront rien à la réalité et feront le jeu du pouvoir. Car le pouvoir tolère bien une opposition de service qui n'affecte en rien l'équilibre des forces.

ça fait du bien au coeur d'écrire dans une revue comme *Maintenant*. De vivre dans un univers chaleureux où chaque mois des milliers d'électeurs déjà convaincus absorbent une prose qui se veut engagée et incisive. Ce travail est sans doute utile et n'est pas dépourvu de toute valeur. Mais cela ne protège pas ceux qui l'accomplissent contre le piège d'un univers clos ni ne solutionne le problème le plus urgent qui est de proposer aux militants de la base, à ceux qui oeuvrent dans le quotidien du monde ordinaire, une pensée digestible, utilisable. Les militants de la plaine estiment beaucoup les intellectuels qui se révèlent solidaires de leurs luttes. Ils aimeraient néanmoins comprendre un peu plus ce qu'ils disent. Quand cela arrivera, quand une meilleure communication s'établira entre les deux groupes, chacun en tirera profit. Ceux de la base puiseront dans un réservoir idéologique qui rendra leur action plus clairvoyante et leurs motivations plus solides. En revanche, ceux qui essaient de cerner la réalité par un effort soutenu d'intelligence sauront mieux franchir la frontière qui sépare la théorie de la *praxis*, réussiront plus aisément à donner à leur pensée et à leur langage une certaine force de frappe. C'est à partir de ce moment-là que le pouvoir en place aura véritablement raison de craindre ceux qu'on appelle les intellectuels.

Il faut souligner que la droite n'a pas à résoudre ce difficile problème, puisque pour elle il s'agit moins d'éclairer que d'anesthésier et d'endormir. Quand on joue sur les préjugés et la peur, la connexion entre la théorie et la pratique n'est pas un problème qui relève de l'intelligence en recherche de vérité.

Au lendemain du 29

La communauté de pensée et d'efforts entre les divers groupes qui constituent le Front commun des vrais Québécois est plus que jamais nécessaire. Ceux qui, dans ce Front commun font métier d'intellectuels, doivent consacrer moins de temps à s'écrire et à se lire entre eux et plus d'énergie à faire équipe avec les gens ordinaires sans lesquels le Québec libre ne sera jamais autre chose que le projet idéal de quelques théoriciens. Ils doivent aussi consacrer moins de temps à convaincre les éternels neutralistes qui, tout bien considéré, font le jeu d'un pouvoir avec lequel, en pratique, ils s'entendent fort bien.

En agissant en connexion plus étroite avec la base, les intellectuels contribueront à assurer la cohésion du 30% qu'a fait surgir la journée du 29. Dans le processus de libération qui s'engage dans une nouvelle étape, leur rôle deviendra ainsi indispensable.

Quant aux mandarins, spécialistes des contorsions intellectuelles raffinées et des touches et retouches indéfinies, il suffit pour le moment de neutraliser leur entreprise inconsciente de démission tranquille. Plus tard, on les purgera et on les recyclera. Avec les talents qu'on leur connaît, ils sauront alors nous rendre de grands services. ●

pendant ce temps-là à Washington

par Claude Saint-Laurent

C'est au sujet du Québec et des dernières élections générales que je veux dire mes réflexions. Néanmoins, ce titre nous rappelle à tous, au moins deux choses: l'une, que l'octobre triomphant ('72) de Nixon l'a conduit en '73 au bord de la destitution, et l'autre, que dans l'état actuel des choses, le Québec demeure encore pour quelques longues années une colonie économique et morale des U.S.A. Pierre Bourgault n'a cessé de le répéter (M. Parizeau me dirait de choisir mes auteurs): "Pour casser la chaîne qui nous lie à Washington, il faut briser le maillon qui nous retient à sa succursale officielle d'Ottawa!" J'ignore si Bourgault se faisait des illusions quant à l'importance de notre autonomie vis-à-vis le géant américain, mais je demeure persuadé d'une chose: il nous est possible d'inspirer autant de respect aux Américains que les Finlandais en inspirent aux Russes. Tout est dans le respect de soi d'abord, le désir de poursuivre jusqu'au bout un projet collectif et le plaisir de vivre une vie commune originale.

En réalité et en définitive, c'est par rapport aux Américains que nous nous définirons. Tout le monde sait que si les Québécois devaient se déculturer, ce serait pour devenir des Américains, la variété canadienne de l'homo americanus leur paraissant quand même un peu inutile.

Il me semble qu'il s'agit là d'une connivence secrète mais profonde du Québécois; on se sent Américains par toutes sortes d'aspirations qui ont abouti à la révolution puis à la proclamation de la république américaine. On les a enviés, parfois aidés en dépit des menaces de l'administrateur anglais et du haut clergé. On n'a jamais cessé d'aller fuir chez eux les rigueurs de nos pauvretés. Aujourd'hui encore, quand on ne sait où faire un tour, on traverse les frontières, on va y poursuivre ses études, faire ses vacances et même ses achats à Boston, Miami, New York. Si vous ajoutez à ce fond identificatoire, les effets toxiques de la machine publicitaire qui tend, par tous les moyens, à faire de nous tous des consommateurs anonymes, vous aboutissez à une réalité socio-psychologique susceptible de jouer à fond contre la dignité du Québécois, contre sa volonté de vivre une vie "neuve", contre l'Indépendance. En dehors de toute considération de fidélité au Canada, à la Confédération, ou à P.E. Trudeau, quiconque promet

de consolider le modèle toujours incertain du consommateur heureux et repu est assuré de faire basculer les volontés du côté de la *sécurité* et de la *stabilité*. Or ces valeurs, quoi qu'on en dise dans certains dépliants du PQ, sont certainement plus compatibles (à court terme, en tout cas) avec les hommes d'affaires du Parti Libéral de Robert Bourassa, leurs comparses à Ottawa et leurs maîtres à Washington. J'ai toujours eu et j'ai encore pour Jacques Parizeau une admiration un peu craintive (mais sans autre mélange) en ce qui touche ses talents d'économiste, de "debater" et de professeur. Je crains cependant qu'il n'ait trop de difficulté à accorder tout le crédit que mérite la part aventureuse de l'idéal culturel et politique de l'Indépendance. Certains grands hommes du Parti Québécois dont l'influence est aujourd'hui décisive, sont ainsi arrivés à l'idée de Libération Nationale par les sentiers glacés de la science économique ou administrative. La démarche en est bien différente chez ceux qui ont abordé à ce projet de libération nationale par la foi aux Québécois ou à cause d'un grand espoir d'inventer ici un socialisme à nous. Ces derniers aussi comptent, supputent et prévoient. Profits et pertes. En gros et sur un fond de générosité où s'allient leur désir d'une vie personnelle plus élevée moralement (à nuancer là encore quant à la "qualité de vie" libérale) et la promotion de certaines valeurs humanistes. Ainsi les aspects les plus novateurs de l'indépendance ne sont plausibles qu'à un certain niveau de conviction et d'ardeur. Situés dans le contexte comptable d'un certain conservatisme, ils deviennent négatifs et apeurants.

Nous en avons eu une bonne illustration lors du débat télévisé sur le budget de l'An I. Nous nous sentions exclus (sauf par identification à notre héros) de toutes sortes de façon car les arguments qui nous venaient spontanément ne semblaient pas faire appel aux mêmes références fondamentales et faisaient figure d'inepties dans le grand livre de comptabilité libéralo-capitaliste.

Quand, à l'issue du Congrès de février 1973, René Lévesque déjà lançait, en prévision de la campagne d'automne: "Le Québec est prêt à partir à son compte", le trait comme toujours me paraissait séduisant mais le ton m'inquiétait. C'est dans une atmosphère de petite bouti-



que du coin que la plus belle aventure collective allait se discuter, c'est-à-dire en termes de profits, de prestations et de ristournes. Dans ces conditions, on aurait beau dire que notre négoce était "propre, propre, propre" ou que, somme toute, il suffisait d'avoir "le goût du Québec" (lequel?) pour se rendre compte que l'administration de dizaines de milliards n'avait rien de *sorcier*, on serait quand même forcé la veille des élections de leur promettre de ne pas décider de *l'avenir* du Québec avant 1975!

Voyez plutôt la grande manchette du Devoir du 25 octobre. Affirmative, confiante, rassurante et convaincante: "Le fédéralisme est rentable de plus en plus". (Bourassa) Qui dit plus?

Camille Laurin dans son discours inaugural du 20 mars 1973, à l'Assemblée Nationale: "Je dis au peuple québécois qu'il a les moyens d'un grand avenir... Un grand projet collectif... Nous ne parlons pas de consolidation mais d'épanouissement et de libération. Nous ne défendons pas l'immobilisme mais le changement. Nous ne prêchons pas l'impuissance mais la confiance en soi et l'affirmation de soi. Nous appelons tous les Québécois au parachèvement des luttes menées par leurs pères et à la victoire préparée avec tant de patience et d'acharnement par les générations qui nous ont précédés. Je suis certain que cet appel sera entendu." C'était en 1973.

Par contraste avec cet appel à ce qu'il y a de meilleur en nous, dans notre coeur ou dans notre mémoire (à remarquer que Laurin n'hésite pas à rappeler les exigences de l'héritage collectif: les luttes de nos pères) lisons l'article 44 du petit dépliant intitulé: "C'est pas sorcier" et distribué à tous les militants de la dernière campagne. Article 44: Le Parti Québécois est-il socialiste? Réponse: "Le Parti Québécois n'est ni socialiste, ni communiste, ni quoi que ce soit en... iste (sic). D'ailleurs la preuve qu'il n'est pas socialiste, on la trouve facilement dans les attaques de Chartrand, Gagnon, etc. contre le Parti" (p. 22). Cela se passerait de commentaires s'il n'y avait là au moins un mensonge indiscutable que nos adversaires et, plus encore, nos ennemis ont relevé sans trêve: le fait que le Parti Québécois est au moins une chose en iste, c'est qu'il est séparatiste. Pour avoir feint de l'ignorer nous devons le redire à certains renégats qui au soir des élections

ou au cours de ce que Ryan appelle les "lendemain amers" se sont permis justement de proclamer la suppression de ce iste-là!

Le Parti Québécois n'avait pas le droit de masquer en quoi que ce soit, voire même pour des motifs de rentabilité électorale, ni les convictions, ni les motifs qui l'ont engendré. L'idée d'indépendance n'est pas née du Parti Québécois. C'est le Parti Québécois qui est né de l'idée et des oeuvres des pionniers de l'indépendance du Québec. Ce n'était certes pas pour améliorer leur condition économique que les Rinistes défiaient la police, les bourgeois et le ridicule. C'était pour en finir avec *l'esprit de colonisé*, pour libérer l'homme québécois et cela en le *séparant* d'abord de sa partie colonisatrice.

Pourquoi alors toutes ces prudences, ces précautions, les mini-mensonges, cette crainte de secouer le bourgeois. A mon avis parce qu'une fois encore les "réalistes" du Parti ont cru que les Québécois voteraient P.Q. sans croire à la séparation et sans espérer l'avènement d'une société nouvelle sinon pour eux, du moins pour leurs enfants. Ce calcul les a empêchés de galvaniser le courage et la combativité des militants. Après tout, ça n'a rien donné à personne que les chefs péquistes ne répliquent au moins une fois à Bourassa que le parti séparatiste était déterminé à écraser le parti fédéraliste, capitaliste, dépendantiste parce qu'il ne représentait plus du Québécois que ce qui continue de l'entretenir dans sa médiocrité. Tant que nous ne nous engagerons pas totalement dans le combat pour ces valeurs et la création de ces réalités politiques, morales et sociales que représente l'indépendance du Québec, c'est à Washington que par petits Trudeaux interposés se décidera notre sort collectif.

Pendant quatre années, les chapitres de notre histoire qui s'écriront à l'Assemblée nationale le seront en minuscules, *cent deux* (102) pour être exact, en deux langues à peu près égales, tantôt nationales, tantôt officielles mais dans un seul esprit, celui qui souffle sur notre nixonante Amérique.

En quatre ans, on peut apprendre l'italien pour le parler couramment... ●

la niveleuse n'a rien épargné

par André Charbonneau

La niveleuse n'a rien épargné. La carte électorale du Québec est maintenant d'un beau rouge uniforme. Partout (ou presque), le Parti libéral a obtenu une majorité absolue alors qu'en 1970, 11 régions sur 15 présentaient un pourcentage inférieur à la moyenne provinciale (45%). C'est dire que, cette fois, les 55% — prévus fort justement par les sondages — n'ont pas été le résultat d'un amalgame de réactions diverses, voire extrêmes, provenant de régions non moins diversifiées. Est-ce un bien? Est-ce un mal? Là n'est pas mon propos. L'important, selon moi, est de constater que l'uniformité a prévalu.

La niveleuse n'a rien épargné. Partout (ou presque), le Parti québécois a franchi le cap du 20% des voix. Ainsi les électeurs ont consacré la majorité légale et politique du PQ et confirmé son enracinement québécois tant en profondeur qu'en étendue. C'est dire qu'à défaut d'obtenir plusieurs sièges à l'Assemblée nationale grâce au soutien massif de certaines circonscriptions, les souverainistes se sont assuré une assise solide, et suffisamment élargie géographiquement, pour se mériter le titre de parti national et non plus régional, ainsi que la responsabilité de représenter officiellement et réellement l'opposition québécoise au Parlement. Est-ce un bien? Est-ce un mal? Là n'est pas mon propos. L'important, selon moi, est encore de constater que l'uniformité a prévalu.

La niveleuse n'a rien épargné. Partout (ou presque), l'Union nationale a perdu 16% de l'électorat à même la clientèle qui lui était demeurée fidèle en 1970 (vg 23% - 16% = 7% au Saguenay; 29.7% - 17% = 12.7% en Mauricie). Sa disparition en tant que parti provincial coïncide en somme avec son élimination des échiquiers régionaux. L'Union nationale n'a donc plus, dans aucune partie du Québec, la base de 20% qui sert d'indice de majorité légale aux formations politiques. Est-ce un bien? Est-ce un mal? Là n'est pas mon propos. L'important, selon moi, est toujours de constater qu'ici également l'uniformité a prévalu.

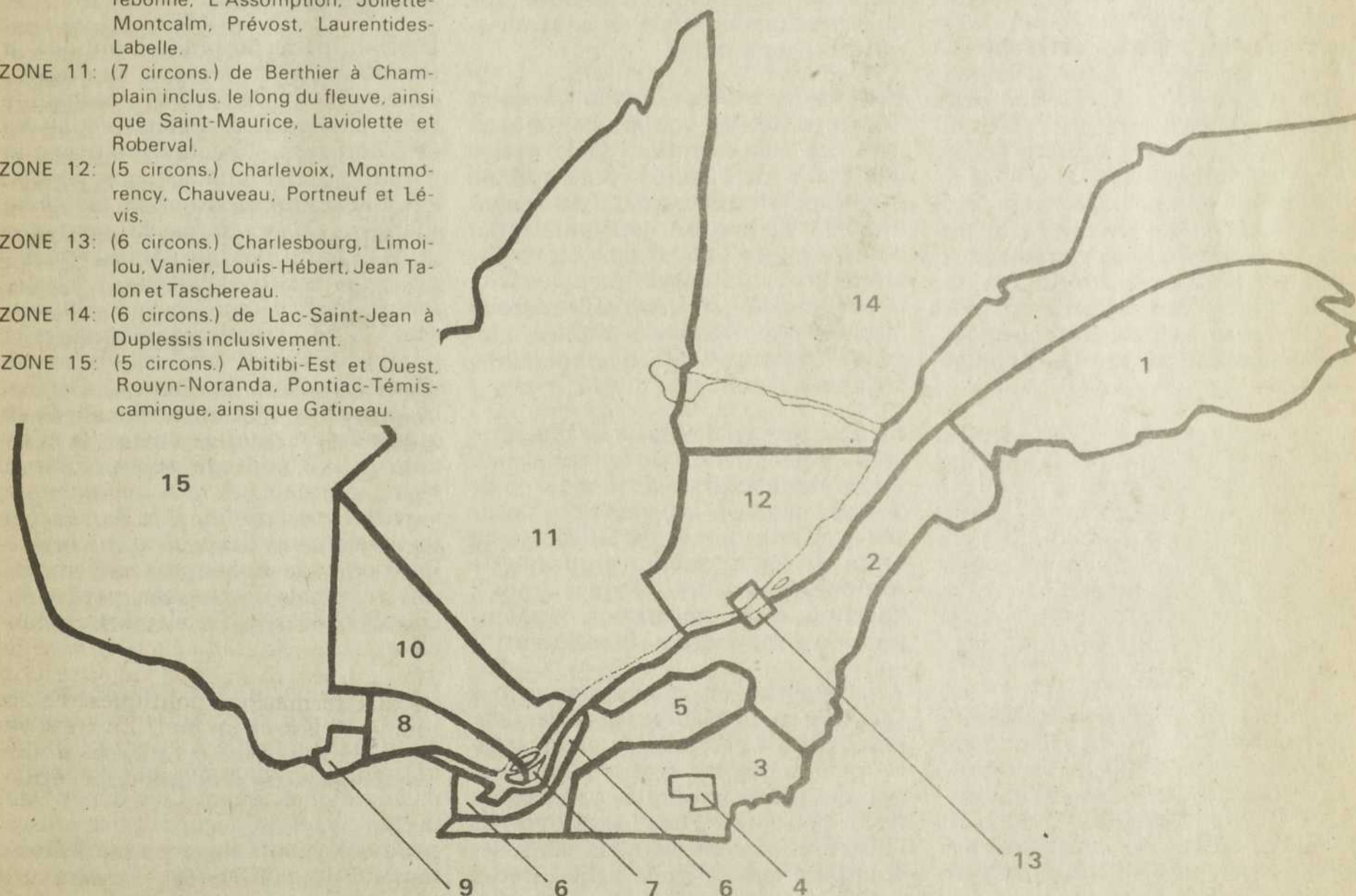
La niveleuse n'a rien épargné. Partout (ou presque), le Parti créditiste a vu se

- ZONE 1: (6 circonscriptions) de Rimouski aux Iles-de-la-Madeleine inclusivement.
- ZONE 2: (8 circons.) de Rivière-du-Loup à Nicolet-Yamaska inclusivement le long du fleuve, et Beauce-Sud le long de la frontière américaine, moins Lévis.
- ZONE 3: (7 circons.) de la rivière Richelieu à la frontière américaine y compris Richmond au Nord, moins les circons. de Sherbrooke.
- ZONE 4: (2 circons.) Sherbrooke et Saint-François.
- ZONE 5: (8 circons.) Vaudeuil-Soulanges, Huntington, Laprairie, Saint-Jean, Saint-Hyacinthe, Drummond, Arthabaska et Frontenac.
- ZONE 6: (7 circons.) de Beauharnois à Richelieu inclus. le long du fleuve.
- ZONE 7: (18 circons.) de Lafontaine à Saint-Henri le long du fleuve; Mercier, Dorion et Crémazie vers le nord.
- ZONE 8: (16 circons.) les autres circons. de l'île de Montréal ainsi que Laval, Argenteuil et Deux-Montagnes.
- ZONE 9: (2 circons.) Hull et Papineau.
- ZONE 10: (7 circons.) Fabre, Mille-Isles, Terrebonne, L'Assomption, Joliette-Montcalm, Prévost, Laurentides-Labelle.
- ZONE 11: (7 circons.) de Berthier à Champlain inclus. le long du fleuve, ainsi que Saint-Maurice, Laviolette et Roberval.
- ZONE 12: (5 circons.) Charlevoix, Montmorency, Chauveau, Portneuf et Lévis.
- ZONE 13: (6 circons.) Charlesbourg, Limoilou, Vanier, Louis-Hébert, Jean Talon et Taschereau.
- ZONE 14: (6 circons.) de Lac-Saint-Jean à Duplessis inclusivement.
- ZONE 15: (5 circons.) Abitibi-Est et Ouest, Rouyn-Noranda, Pontiac-Témiscamingue, ainsi que Gatineau.

**ZONES HOMOGENES DE PARTAGE DES SUFFRAGES
AUX ELECTIONS DU 29 OCTOBRE 1973***

ZONES	P. LIBERAL		P. QUEBECOIS		P. CREDITISTE		U. NATIONALE	
	%	Diff.	%	diff.	%	diff.	%	diff.
	du vote	73/70	du vote	73/70	du vote	73/70	du vote	73/70
1	55.2	11.8	29.8	7.9	9.5	0.4	5.5	-20.1
2	50.7	19.3	13.2	5.3	20.8	-5.8	15.3	-18.8
3	47.8	12.4	16.7	4.4	26.2	1.8	9.3	-18.6
4	51.8	19.7	25.4	8.0	15.5	-9.8	7.3	-14.9
5	50.8	11.7	24.2	3.6	15.8	1.3	9.2	-16.2
6	55.0	5.2	36.0	7.2	6.3	2.0	2.7	-14.4
7	50.2	3.2	44.0	4.0	4.0	4.0	1.8	-11.2
8	72.9	-1.7	21.5	5.3	4.0	3.0	1.6	-6.6
9	59.4	4.7	27.2	14.5	11.0	-1.8	2.4	-17.4
10	50.0	6.1	40.2	8.9	7.0	3.9	2.8	-18.9
11	49.6	16.5	24.7	4.0	13.0	-3.5	12.7	-17.0
12	54.9	22.1	25.4	11.8	15.8	-15.1	3.9	-18.8
13	55.2	16.7	35.7	15.6	5.6	-12.7	3.5	-18.6
14	46.5	6.2	40.5	6.1	5.0	2.0	7.0	-16.0
15	51.9	15.8	15.7	3.8	26.5	-6.8	5.6	-13.1
QUEBEC	55.0	10.0	30.0	7.0	10.0	-1.0	5.0	-15.0

* (Version révisée d'un tableau et d'une carte de l'auteur parus dans *La Terre de Chez Nous* du 7 novembre 1973.)



resserrer autour de sa moyenne de 10%, la part des suffrages qu'il enregistrait régionalement. Le Parti créditiste, en effet, a perdu des voix là où il paraissait menaçant (ou l'était réellement) alors qu'il progressait là où il était pratiquement inoffensif. Est-ce un bien? Est-ce un mal? (Même ren-gaine).

Bref, l'élection provinciale d'octobre dernier aura été caractérisée, toujours selon moi, par le nivellement des tendances politiques jadis si diversifiées de région en région. La niveleuse n'aura donc rien épargné. On aurait pu pourtant le prévoir.

Déjà en octobre 70, elle avait nettoyé proprement la place publique mont-réalaïse. Ce fut un beau lavage... de cerveaux. Dans le désert qui succéda à la plage où déferla ce raz de marée, le maire allait pouvoir, en son "Honneur", ériger tous les monuments édi-fiables à l'échelle de sa mégalomanie. "Ne pensez plus/pensez comme Dra-peau", devint la règle commune. La niveleuse venait de passer. Deux ans plus tard, toujours en octobre, deux autres niveleuses entreprirent d'uni-fier la vaste contrée qui sépare encore (du moins en apparence), les USA de l'URSS. Mais comme à Babel jadis, il y eut confusion des langues. L'opéra-teur "canadien" aménagea une zone où le Parti conservateur s'étala tandis que les Canadiens préparaient le lit des libéraux. Ces deux "solitudes" n'en demeurent pas moins "homogé-nisées".

Octobre est donc revenu cette année, et avec lui la saison de la récolte des suffrages. La niveleuse se remit à fonctionner de la même façon, minu-tieuse, quoique peu délicate. Elle n'a rien laissé au hasard. Désormais, par-tout les Québécois ressemblent à des Québécois: leurs différences mêmes et leurs différends sont, en effet, aussi étalés que manifestes.

Ainsi va la vie à l'heure où le plus puissant bulldozer, si justement nom-mé "mass media", nivelle les esprits avec l'efficacité des machines qui sac-cagent des paysages, naturellement diversifiés, en vue de construire (ter-me équivoque) des villes uniformes et

des routes monotones. Les *mass me-dia* préparent, quant à eux, la base qui favorise l'installation des régimes to-talitaires (du genre 102 sièges sur 110).

Car telle est bien la logique inexorable de cette machine "informationnelle" que peu d'hommes paraissent enclins à domestiquer.

Certes, les observateurs ont remarqué les effets les plus évidents de son ac-tion: Une Assemblée nationale suppo-sément représentative dont le monoli-thisme tranche très manifestement par rapport à une réalité assez diversifi-ée. Mais, il s'agit bien là d'un effet. On pourra y remédier en adoptant, par exemple, un système de représen-tation proportionnelle. Ce correctif s'impose, je l'admets, d'autant plus que le nivellement des positions et des oppositions se généralise. Mais je lais-se aux politicologues le soin d'en dis-cuter. Je reviens plutôt à la cause (que la correction des effets ne neutralise-rait pas pour autant).

Par nature, les *mass media* secrètent l'uniformité, en amont comme en aval. La concentration de la presse aux mains de quelques potentats ne constitue, en effet, qu'un des mem-bres de l'équation journalistique; l'autre est formé de la polarisation des informations autour de quelques faits ou événements, traités d'ailleurs de la façon la plus "neutre", la plus "mo-yenne", la plus "objective" possible, au point que tout y est nivelé.

Rien ne ressemble plus à la Une d'un journal que la Une d'un autre journal, sinon les manchettes de la radio ou de la télévision. L'information "can-née", offerte par le parti libéral au cours de la dernière campagne, a scandalisé bien des "bonnes âmes". Pourtant, cette exagération ne mani-festait qu'un syndrome bien patent.

Tout reporter ou caméraman, qui a suivi les chefs en tournée d'élection, sait qu'il n'a perçu, en la circonstan-ce, que ce que les agents d'informa-tion des partis impliqués acceptaient de lui présenter. Tous les secteurs de l'information sont soumis à de telles manipulations. Depuis belle lurette,

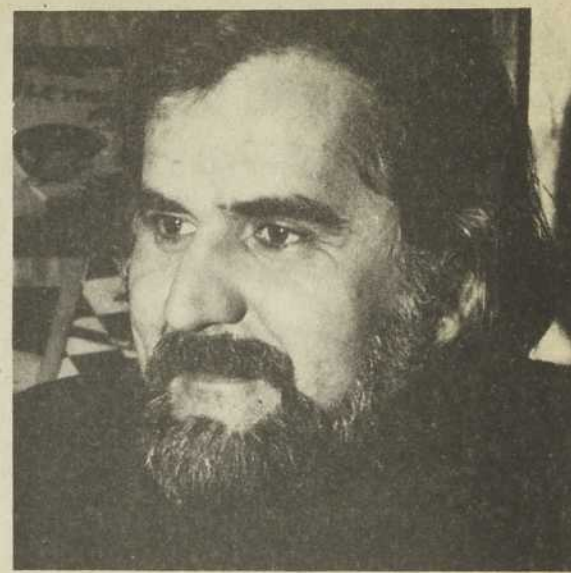
le pouvoir d'informer est passé des journalistes aux publicistes. Le hic demeure que peu de gens en sont cons-cients.

Le vrai scandale de la concentration des *mass media* se situe donc moins au niveau de l'unicité de plus en plus évidente de la propriété, qu'à celui de l'uniformité des procédés, des objec-tifs, des "points de vue", des formes rédactionnelles, des sources "autori-sées", et que sais-je encore? Le Devoir n'appartient pas à Power Corpora-tion. A-t-il, pour autant, projeté une image de la campagne électorale dif-férente de La Presse? Relisez les pro-nostics faits par l'un et par l'autre, si vous doutez de la réponse; ré-écoutez du même coup les analyses soumises par les reporters de Radio-Canada. Vous constaterez dès lors facilement que les mêmes erreurs et les mêmes prophéties ont été multipliées par tous et chacun. Ce n'est là qu'un exemple entre mille.

Bref, on parle de plus en plus de la fondation d'un nouveau quotidien, concurrent du Devoir. (Quelle logique dans mon raisonnement!) Je le dis sans ambages, s'il doit s'abreuver aux mêmes sources que ses concurrents, s'il traite l'information de la même manière, s'il ne remplace le colporta-ge de déclarations que par le colporta-ge de déclarations différentes, s'il de-meure branché sur les voix "autori-sées" et ne s'efforce pas de donner la parole aux "sans voix" (qu'il s'agisse de régions ou de personnes), s'il pro-cède par les mêmes canaux et de la même façon que les autres, je n'en veux pas. Il ne ferait qu'amplifier la ronde infernale des *mass media* et ne servirait, malgré lui, que de caution au nivellement des esprits et à la dis-parition de la démocratie si bien ma-nifestée (mais non causée) par les ré-sultats de la dernière élection provin-ciale.

La niveleuse a donc accompli sa tâche. Corps sans âme, robot plus qu'instrument, elle a suivi sa logique naturelle. Des hommes parviendront-ils à la domestiquer? Cela dépend de la conscience qu'ils auront des causes du nivellement des consciences au-tant que de ses effets. ●

où en est le P.Q. après le 29 octobre ?



par Robert Boily

Nombreux furent ceux qui, au soir de l'élection, sentirent la colère les étreindre devant l'injustice de notre système de représentation. Le P.Q. voyait son appui monter de 23% à 30% et baisser sa représentation parlementaire de sept députés à six. Le Parti Libéral augmentait ses suffrages de 10% et profitait d'une augmentation de 30 parlementaires. Objet de tristesse et de regrets aussi que la non-élection de René Lévesque, de celle de nombreuses têtes d'affiche du Parti, que la perte de deux députés de qualité, etc. Comment continuer à croire que la lutte électorale à l'intérieur des règles du jeu qui échappent au contrôle d'une telle opposition puisse permettre un jour la victoire. Où trouver la foi dans le bien fondé de cette lutte quand la peur continue de jouer aussi manifestement et aussi fortement et

* Les données sur lesquelles s'appuie cette analyse ont été établies en collaboration avec Monsieur Pierre Brosseau, assistant de recherche au Département de science politique de l'Université de Montréal.

On a utilisé pour une large part les chiffres fournis par la Presse canadienne au lendemain de l'élection.

que l'on piétine à la porte d'un futur possible? Pourtant, bien des raisons d'espérer existent. Le parti qui propose au peuple du Québec l'indépendance et un autre mode de société est devenu le deuxième parti et l'opposition officielle. A part l'*Action libérale nationale* formée de dissidents d'un parti traditionnel et intégrés aussitôt après, jamais un tiers-parti n'a réussi au Québec dans des élections provinciales à capter 30% des voix. Jamais un tiers-parti d'importance n'a réussi avec une option radicale à maintenir à travers trois élections ses objectifs et à augmenter son appui. Jamais un véritable parti de masse n'avait réussi jusqu'à maintenant à s'implanter au Québec. Le P.Q. a aujourd'hui plus de 100,000 membres et a réussi à se financer entre des élections comme pendant les élections sans avoir à se lier et se compromettre. L'on pourrait aligner d'autres traits qui expriment tous des phénomènes nouveaux et traduisent une modification dans la mentalité politique des Québécois.

Mais une autre raison d'espérer réside tout simplement dans les résultats électoraux eux-mêmes lorsque l'on

prend la peine de les analyser et de les replacer dans la perspective historique de cette lutte, c'est-à-dire dans la perspective des résultats obtenus au cours de la très brève période qui couvre la lutte électorale pour l'indépendance du Québec, soit depuis 1966. Il est, en effet, très important de bien analyser ces résultats afin de mesurer l'ampleur du chemin parcouru, la pénétration opérée au cours de ces sept années. Analyse fastidieuse, froide peut-être, mais nécessaire.

Il faut oublier le nombre de députés pour retenir le nombre de voix et la progression. Quelques milles voix de plus et le P.Q. avait une solide représentation en Chambre. Qui osera dire qu'il ne peut pas aller chercher ces quelques milles voix? Nous ferons cette analyse à deux niveaux: globalement tout d'abord, sans distinction de régions ou d'implantation locale, mais en comparaison avec les résultats obtenus par le R.I.N. en 1966 et par le P.Q. en 1970; ensuite, nous passerons à l'analyse régionale afin de mieux saisir l'importance de l'étalement du vote péquiste et de la pénétration des options de ce parti.

où en est le P.Q.

"D'une particule" à un parti national: 1966-1973

En 1966, monsieur Lesage parlait du R.I.N. comme d'un groupuscule formé de barbus, de rêveurs et d'irresponsables. En 1970, certains parlaient du P.Q. comme d'une particule. En 1973, M. Dupuis vomissait la minorité de minables formée par les péquistes. En 1966, le R.I.N. se présentait dans 73 circonscriptions et obtenait dans celles-ci 7.3% des suffrages (5.6% pour l'ensemble du Québec). En 1970, le P.Q. présentait des candidats dans toutes les circonscriptions et obtenait 23.5% du vote exprimé. En 1973, il atteignait son objectif de 30%. En 1966, 129,047 Québécois, presque totalement francophones, donnaient leur appui au R.I.N. Ce nombre passait à 662,404 électeurs en 1970 et à 892,644 en 1973, soit un nombre d'électeurs peu inférieur à celui de l'Union Nationale en 1966, c'est-à-dire 948,928 (Tableau 1).

Progression énorme que cet appui compte tenu du degré d'aliénation du peuple québécois, de l'âpreté de la lutte, des moyens détenus par les adversaires et du peu de cohésion des oppositions en notre milieu. Face aux résultats de 1973, certains ont pourtant parlé de plafonnement, d'essoufflement. C'est un fait que la progression de 1970 à 1973 n'est pas du même ordre que celle de 1966 à 1970, bien que le nombre de suffrages nouveaux obtenus par le P.Q. depuis l'élection de 1970 (230,000) n'est pas tellement inférieur à celui obtenu par le Crédit Social (293,353) et dépasse celui de l'Union Nationale (153,994). Cette augmentation de 7%, en apparence modeste, recouvre un phénomène fondamental: il y a eu en 1973 une progression du vote péquiste qui s'exprime non seulement dans une augmentation des suffrages mais dans un étalement beaucoup plus large, plus ample de ces appuis, du moins au point de vue géographique. Si le P.Q. n'avait fait qu'augmenter ses appuis là où il était fortement ancré, par exemple à Montréal et au Saguenay/Lac St-Jean — ce que pourrait laisser croi-

Tableau 1: Le R.I.N. et le P.Q. aux élections de 1966, 1970 et 1973

Elections	Nombre de candidats	Nombre de suffrages	% suffrages exprimés	Nombres élus	% sièges
1966	73/108	129,047	5.6	0	0
1970	108/108	662,404	23.5	7	6.0
1973	110/110	892,644	30.1	6	5.0

Tableau 2: Distribution des circonscriptions en fonction du pourcentage des suffrages obtenus par le R.I.N. et le P.Q. de 1966 à 1973.

Strates de vote	R.I.N. 1966	P.Q. 1970	P.Q. 1973
-10%	54	24	5
10-19	18*	32	27
20-29		27	25
30-39	1**	16	27
40-49		9	22
50%-			4
Aucun candidat	35		
Total (Nombre de circonscriptions)	108	108	110

* En fait, 18 circonscriptions où le vote ne dépasse pas 15%.

** Pierre Bourgault dans Duplessis: 31%

re le lieu de provenance de ses candidats élus — cette progression aurait pu être interprétée comme un piétinement à tout le moins. Or, la réalité est tout autre et il suffit pour s'en rendre compte de procéder à la distribution des diverses circonscriptions à l'intérieur de strates de vote, de 10% à 100% (Tableau 2).

Ce tableau 2 montre bien l'ampleur des changements survenus. En 1966, l'idée d'indépendance, portée par le R.I.N., prenait place sur la carte électorale du Québec. Dans un très grand nombre de circonscriptions l'appui donné au R.I.N. fut, cependant, très faible. C'est avant tout à Montréal que ce parti obtint quelque succès: treize des dix-huit circonscriptions qui donnèrent au R.I.N. entre 10% et 15% étaient, en effet, situées à Montréal. A l'élection d'avril 1970, le P.Q. accroit considérablement l'assise de la lutte pour l'indépendance mais sans devenir pour autant un parti national au sens géographique. Assez fortement implanté dans l'Est de

Montréal et dans la région du Saguenay-Lac St-Jean, de même que sur la côte nord et sur l'autre rive du fleuve (Rimouski — Matane — Matapédia), il demeure quasiment absent de larges zones du Québec. Il y a encore, en 1970, 24 circonscriptions dans lesquelles le P.Q. n'atteint pas 10%. En 1973, un changement considérable s'opère. Cinq circonscriptions seulement ne donnent pas au P.Q. 10% des suffrages (D'Arcy McGee 4.9%, Pointe Claire 8.3%, Pontiac-Témiscamingue 8.3%, Beauce-sud 8.9%, et Bellechasse 9.7%). Il n'y a plus que trente-deux circonscriptions où le P.Q. ne dépasse pas le vote moyen de 1970 (56 en 1970) alors qu'il obtient 40% et plus dans 26 circonscriptions (9 seulement en 1970). De ces trente-deux circonscriptions où le P.Q. n'atteint pas 20%, quelques-unes sont des circonscriptions où la population anglophone est passablement importante, soit une dizaine. Dans les autres cas, il s'agit de circonscriptions où l'Union Nationale a maintenu une clientèle attachée à d'anciens ministres ou encore

dans lesquelles le Crédit Social est demeuré assez fortement implanté face à un parti libéral souvent vigoureux. Cette dimension ethnique doit d'ailleurs être prise en considération si on veut évaluer le chemin parcouru. Même si l'hypothèse qui veut que 20% environ de l'électorat ne vote pas péquiste en raison d'une appartenance à la communauté culturelle anglophone, ne correspond pas parfaitement à la réalité, elle permet tout de même de souligner des tendances véritables. A partir d'une telle hypothèse, on peut dire qu'en 1966 environ 7% des francophones avaient donné leur appui au R.I.N. cependant qu'en 1970, l'appui donné par ce groupe au P.Q. montait à 29% et en 1973 à 38%. Lors de la dernière élection, le Parti libéral aurait obtenu environ 44% du vote francophone. Le moins que l'on puisse dire c'est que la population du Québec demeure profondément divisée entre les deux options représentées par ces deux partis (dans la mesure bien sûr, où le vote donné à l'un ou l'autre exprime vraiment un appui ou un rejet de la thèse indépendantiste, ce qui ne peut être vrai qu'en gros, puisqu'il y a des anglophones qui votent péquistes — il y en a eu davantage en 1973 — et que tous ceux qui votent pour le P.Q. ne votent pas nécessairement pour l'indépendance).

Il y a donc progrès, progrès réel de l'appui donné au P.Q. de la part d'un beaucoup plus grand nombre d'électeurs de l'ensemble des circonscriptions

électorales situées sur l'ensemble du territoire québécois.

Géographie électorale du Parti québécois

On peut, dans une première étape, distinguer Montréal (Ile de Montréal et Ile Jésus) du reste de la province. C'est une autre manière de constater l'étalement du vote qui s'est produit en 1973 et d'évaluer la force de cet étalement. En effet, le vote R.I.N. avait été avant tout un phénomène urbain et tout particulièrement Montréalais. En 1970, Montréal demeurait la place forte du P.Q. En 1973, le P.Q. maintient, améliore même son assise à Montréal mais tout en se déployant beaucoup plus à l'extérieur qu'en 1970. Cette fois, la progression a été en effet plus forte en dehors de Montréal. Il faut dire qu'avec 45.3% des suffrages dans l'Est de Montréal, ce qui veut dire la majorité absolue des votes des francophones de ces quartiers, il était normal qu'on n'y assiste pas à une progression fulgurante et que dès lors, dans la perspective d'une avan-

Tableau 3: Pourcentage des suffrages obtenus à Montréal et en province par le R.I.N. et le P.Q. de 1966 à 1973

	Montréal	Province
1966	9.4	5.0*
1970	29.5	19.4
1973	35.0	27.6

Tableau 4: Distribution des circonscriptions en fonction du pourcentage des suffrages obtenus par le R.I.N. et le P.Q. de 1966 à 1973 à Montréal et dans le reste du Québec.

%	Montréal			Reste du Québec		
	1966	1970	1973	1966	1970	1973
0-9	14	3	2	40	21	4
10-19	13	4	4	5	28	22
20-29		5	5		22	20
30-39		7	6	1	9	21
40-49		8	14		1	8
50-			3			1
Aucun candidat				35		
Total	27	27	34	81	81	76

ce, celle-ci soit plus forte en province. (Tableaux 3 et 4).

Comme le montre le tableau 4, la modification de l'assise du Parti Québécois en province est considérable au cours des trois élections et tout particulièrement à la suite de l'élection de 1973. Si l'implantation reste plus forte à Montréal, elle s'est accrue de manière significative en province à l'occasion de l'élection de 1973. Alors que le nombre de circonscriptions a diminué en province par suite de la réforme de la carte électorale, le P.Q. a obtenu 30% et plus des suffrages dans trente circonscriptions alors qu'en 1970, il n'avait atteint un tel pourcentage que dans 10 circonscriptions. Le fait que le P.Q. atteigne 20% et plus des suffrages dans les deux tiers des circonscriptions en province signifie qu'il est parvenu à renverser la situation électorale de 1970: lors de cette élection il obtenait moins de 20% dans les deux tiers des circonscriptions. Il n'en reste pas moins que les résultats de '73 indiquent à la fois des points forts et des points faibles. Dans quelle mesure, par exemple, ces résultats révèlent-ils une véritable base régionale du vote péquiste? C'est à quoi répondent les tableaux 5 et 6.

Ces deux tableaux appellent quelques observations. Il n'y a qu'une région où le Parti Québécois dépasse le cap des 40%, c'est celle de l'Est de Montréal. Dans trois autres régions, soit celle du Saguenay, Lac St-Jean, celle qui entoure Montréal et celle de la ville de Québec, le P.Q. obtient un appui supérieur à sa moyenne générale de 1973. Deux régions, celles de Trois-Rivières et de l'Outaouais accèdent au palier atteint par le P.Q. en 1970 soit 23.5% cependant que quatre autres régions, Montréal-ouest, Cantons de l'Est, région de Québec et Nord-Ouest n'ont pas encore atteint ce palier. On peut noter aussi que dans les régions où le P.Q. est plus faiblement implanté, il n'affronte pas toujours un Parti Libéral dominant comme c'est le cas pour Montréal-ouest. On y trouve toujours trois ou quatre partis qui se partagent l'ensemble des suffrages. L'élection de 1973 n'a pas donné lieu en effet à un retour au bi-partisme aussi prononcé que plusieurs l'ont

où en est le P.Q.

Tableau 5: Distribution régionale, par ordre décroissant, du pourcentage des suffrages obtenus par le P.Q. à l'élection de 1973, compte tenu de l'appui donné au Parti Libéral

	Parti Québécois	Parti Libéral	Nombre de circonscriptions
Montréal Est	43.3	50.6	19
Saguenay, Lac St-Jean	38.0	48.3	7
Québec-ville	35.9	54.4	5
Région de Montréal	34.3	51.7	21
Bas St-Laurent Gaspésie	26.3	54.1	8
Trois-Rivières	23.7	48.7	6
Outaouais	23.6	62.5	3
Montréal Ouest	22.6	72.3	15
Cantons de l'Est	20.4	49.8	11
Région de Québec	20.8	53.4	11
Nord-Ouest	16.3	49.0	4

Tableau 6: Distribution régionale des circonscriptions en fonction du pourcentage des suffrages obtenus par le P.Q. en 1970* et en 1973.

%	Montréal-Ouest		Montréal-Est		Région de Montréal		Trois-Rivières		Cantons de l'Est		Québec et sa région		Bas-St-Laurent		Saguenay et Lac St-Jean		Nord-Ouest et Outaouais	
	70	73	70	73	70	73	70	73	70	73	70	73	70	73	70	73	70	73
0-9	4	2			1		1		1		6	2	3				4	2
10-19	3	4			5	3	2	2	8	7	7	5	2	3			3	2
20-29	6	5	1	1	9	6	3	3	2	3	3	2	3	2	2	1		2
30-39	2	3	4	2	5	8		1		1		6		3	4	2		1
40-49		1	14	13	1	4						1			1	3		
50-				3												1		

* (Les résultats de 1970 ont été replacés dans les frontières électorales de 1973.)

prétendu. S'il y a environ 58 circonscriptions (dont 33 à Montréal) dans lesquelles deux partis totalisent 90% ou plus des suffrages, il y en a encore 38 qui ont connu une lutte à trois et 14 où la lutte s'est faite à quatre. Or, il importe de remarquer que c'est précisément en province que ce tri-partisme ou ce quadri-partisme s'est maintenu, et tout particulièrement dans les régions où le P.Q. est plus faible.

Le tableau 6 montre que le P.Q. est parvenu à accroître son assise dans toutes les régions même là où il est le plus faiblement enraciné. De fait, le Parti Québécois n'a reculé que dans

une seule circonscription celle de Laurier (la comparaison se fait à partir des suffrages de 1970 tels que replacés dans les nouvelles frontières électorales). Partout ailleurs, il a avancé, tantôt très faiblement, très souvent de 4% à 5% et dans 40 circonscriptions de 7% et plus. (Voir tableau 7 pour la liste de ces 40 circonscriptions). A l'examen de cette liste, on constate que c'est dans des circonscriptions situées autour de Montréal, dans la ville de Québec et autour de Québec, dans le Bas Saint-Laurent et l'Outaouais que le P.Q. a connu ses plus remarquables progressions augmentant ses suffrages souvent de 10% et même de 15%.

C'est aux Îles de la Madeleine que la progression a été la plus spectaculaire, soit 27.0%. Il faut remarquer aussi que les circonscriptions où le P.Q. a connu une forte progression sont très souvent des circonscriptions urbaines ou contenant une forte population urbaine.

Cette analyse possède de très nombreuses limites. Elle nous permet au moins de constater qu'à cette dernière élection, le Parti Québécois a su maintenir ses fiefs, accroître sa présence sur l'ensemble du territoire et manifester un dynamisme notable dans de nombreuses régions qui jusque là ne lui avaient fourni qu'un appui assez faible. Elle nous permet aussi de constater que c'est toujours en milieu urbain ou assez fortement urbanisé que le P.Q. demeure le plus fort, et que là où les tiers-partis ont réussi à maintenir au moins une partie de leurs forces le P.Q. est demeuré plus faible, comme dans les Cantons de l'Est et une partie de la région de Québec, ou n'a pas réussi à augmenter considérablement son emprise comme dans la région de Trois-Rivières. Une telle analyse ne permet pas, cependant, de voir dans quelle mesure l'étalement de ce vote, le succès dans certaines régions traduisent une modification de la composition sociologique de l'électorat du Parti Québécois. Un peu plus d'anglophones ont appuyé le P.Q. mais beaucoup moins que chez les autres partis. De même, beaucoup plus d'ouvriers ont sans doute fait un tel choix, à s'en tenir à l'augmentation des suffrages péquistes en milieu urbain, notamment dans Québec, Jonquières, Chicoutimi, Sherbrooke, Montréal, etc. Pour le reste, si on veut en savoir davantage, il faudrait recourir à d'autres types d'analyse.

Les résultats de l'élection de 1973 permettent en somme de croire en l'avenir. Il est évident, cependant, qu'ils doivent provoquer chez le Parti Québécois une analyse critique de son comportement, de son approche de l'électeur, de l'image projetée, pour ne mentionner que ces thèmes, afin que la progression s'accélère. Il faudra y revenir. ●

TABLEAU 7: Pourcentage des suffrages obtenu par le Parti Québécois aux élections de 1970 et 1973, par circonscriptions électorales:

	1970*	1973	Augmentation des suffrages de 7% ou plus.	1970	1973	Augmentation des suffrages de 7% ou plus.
Région de Montréal-Ouest						
Acadie.....	20.2	31.6	11.4			
D'Arcy McGee.....	4.9	4.9				
Jacques-Cartier.....	17.9	24.4				
Marguerite-Bourgeois.....	21.2	28.3	7.1			
Mont-Royal.....	13.1	13.9				
Notre-Dame de Grâce.....	8.1	11.3				
Outremont.....	27.0	32.7				
Pointe-Claire.....	3.9	8.3				
Robert-Baldwin.....	12.7	16.8				
Ste-Anne.....	30.4	33.6				
St-Henri.....	36.8	40.1				
St-Laurent.....	20.2	26.8				
St-Louis.....	24.5	29.4				
Verdun.....	23.1	27.7				
Westmount.....	9.6	13.0				
Laval.....	29.2	29.8				
Montréal-Est						
Anjou.....	41.6	45.9				
Bourrassa.....	40.4	40.6				
Bourget.....	44.7	45.9				
Crémazie.....	44.8	45.8				
Dorion.....	44.7	46.5				
Gouin.....	42.0	45.6				
Jeanne-Mance.....	40.9	40.7				
Lafontaine.....	43.7	49.6				
Laurier.....	31.5	30.3				
Maisonnette.....	47.5	51.0				
Mercier.....	37.3	41.8				
Rosemont.....	40.9	43.8				
Sauvé.....	46.2	51.5				
St-Jacques.....	44.6	51.7	7.1			
Ste-Marie.....	43.2	46.0				
Viau.....	36.6	36.7				
Fabre.....	36.5	43.9				
Mille-Iles.....	42.8	44.1				
Région de Montréal						
Argenteuil.....	9.4	15.4				
Beauharnois.....	32.1	33.8				
Berthier.....	20.4	21.9				
Chambly.....	30.5	36.3				
Chateauguay.....	21.9	31.9	10.0			
Deux-Montagnes.....	18.9	29.2	10.3			
Huntingdon.....	10.1	14.8				
Iberville.....	13.8	18.8				
Joliette-Montcalm.....	23.1	37.0	13.9			
Laporte.....	37.0	46.1				
Laprairie.....	22.2	26.6				
L'Assomption.....	32.7	43.7	11.0			
Laurentides-Labelle.....	19.0	31.8	12.8			
Prévost.....	25.0	36.4	11.4			
Richelieu.....	20.0	34.4	14.4			
Saint-Hyacinthe.....	20.5	28.2	7.7			
Saint-Jean.....	27.5	29.5				
Taillon.....	35.0	45.2	10.2			
Terrebonne.....	30.6	40.4	9.8			
Vaudreuil-Soulanges.....	17.5	27.4	9.9			
Verchères.....	23.6	33.1	9.5			
Trois-Rivières						
Champlain.....	19.6	22.0				
Laviolette.....	20.9	27.5				
Maskinongé.....	12.2	16.5				
Nicolet-Yamaska.....	9.3	14.3				
Saint-Maurice.....	24.9	28.9				
Trois-Rivières.....	21.0	30.0				9.0
Cantons de l'Est						
Arthabaska.....	15.2	16.3				
Brome-Missisquoi.....	12.0	14.0				
Drummond.....	21.8	23.6				
Frontenac.....	18.8	23.8				
Johnson.....	11.0	16.4				
Mégantic Compton.....	8.5	13.7				
Orford.....	12.0	16.2				
Richmond.....	13.8	16.8				
Saint-François.....	18.2	29.2				11.0
Shefford.....	14.2	17.0				
Sherbrooke.....	22.0	30.2				8.2
Région de Québec						
Beauce-nord.....	6.5	15.0				8.5
Beauce-sud.....	5.0	8.4				
Bellechasse.....	8.5	9.7				
Charlesbourg.....	18.7	33.9				15.2
Charlevoix.....	9.6	17.2				7.6
Chauveau.....	16.4	29.7				13.3
Jean-Talon.....	20.6	29.5				8.9
Lévis.....	14.3	27.6				13.3
Limoilou.....	20.2	34.9				14.7
Lotbinière.....	4.5	11.1				
Louis-Hébert.....	28.0	46.8				18.8
Montmagny-L'Islet.....	4.4	11.6				7.2
Montmorency.....	13.6	31.6				18.0
Portneuf.....	12.0	16.4				
Taschereau.....	17.5	30.9				13.4
Vanier.....	17.1	33.8				16.7
Bas St-Laurent, Gaspésie						
Bonaventure.....	10.8	18.6				7.8
Gaspé.....	18.6	29.0				10.4
Iles-de-la-Madeleine.....	5.8	32.1				26.3
Kamouraska-Témiscouata.....	8.1	16.2				8.1
Matane.....	25.1	36.4				11.3
Matapédia.....	26.8	28.7				
Rimouski.....	29.9	33.6				
Rivière du Loup.....	9.4	17.8				8.4
Saguenay-Lac St-Jean						
Chicoutimi.....	30.1	41.0				10.9
Dubuc.....	24.1	30.9				
Duplessis.....	36.5	43.1				
Joncquière.....	37.5	40.5				
Lac St-Jean.....	33.3	37.2				
Roberval.....	22.5	23.4				
Saguenay.....	45.1	51.1				
Nord-Ouest, Outaouais						
Abitibi-est.....	15.6	22.9				
Abitibi-ouest.....	8.9	13.6				
Gatineau.....	8.8	15.8				7.0
Hull.....	15.5	30.0				14.5
Papineau.....	9.6	23.4				13.8
Pontiac-Témiscamingue.....	4.4	8.3				
Rouyn-Noranda.....	13.2	17.4				

*Les pourcentages de 1970 correspondent à ceux de l'élection mais plus ou moins modifiés compte tenu des nouvelles frontières électorales de 1973. Ces données proviennent du Parti Québécois.

quand on détourne aussi bien une démocratie

qu'un avion

par Serge Carlos

J'avais à peine quinze ans quand Duplessis est mort. Je suis, politiquement, un enfant de la "révolution tranquille". Je n'ai pas connu les déceptions de plusieurs élections répétées sous la férule du "chef". Ma réaction n'en est que plus violente aujourd'hui. Il faut condamner sans quartiers cette démocratie libérale qui réduit par un facteur de six l'expression d'un espoir d'autonomie au moment de déterminer le gouvernement et son opposition. J'ai expliqué dans les pages de cette revue que les transformations de la carte électorale ne pouvaient en aucune façon faire disparaître les distorsions du mode de scrutin. Mon collègue Vincent Lemieux a tenté de me convaincre que je n'avais pas très bien compris le problème (sic).

Un autre collègue, Daniel Latouche, a exposé dans *Maintenant* les vices cachés de cette mesure progressive, don du gouvernement Bourassa au peuple du Québec: la liste électorale permanente. Comme des centaines de jeunes dont l'apparence laisse trop percevoir les préférences péquistes, j'ai été radié de la liste électorale à mon adresse de mai dernier sans être inscrit à ma nouvelle adresse. Malgré les formules que je possédais, formules qui sanctionnaient mes démarches de changement d'adresse, le comité de révision a décidé de m'enlever mon droit de vote sans m'avertir, soit sans droit d'appel. Pensez ensuite qu'on a reproché au Parti québécois d'y aller un peu fort dans les demandes de radiation des Québécois dont l'éligibilité pouvait être mise en doute sur la base du critère de citoyenneté! C'est la version-Ryan du reproche, celle du Parti libéral allait jusqu'au racisme. Au moins, ces personnes étaient averties (même avec un délai impossible)

qu'on voulait les faire radier, elles avaient un droit de défense. Les jeunes qui ont eu le malheur de déménager récemment n'ont même pas eu cette chance face aux comités de révision libéraux.

J'apprécie les discussions sur les valeurs de mes collègues de la revue, mais cette fois je crois qu'elles déplacent le problème. Les Québécois se sont fait tout simplement voler une élection. Ils n'ont plus que ce mode d'expression dans la démocratie libérale et des organisations politiques machiavéliques ont décidé de le leur dérober. En 1970, le coup de la Brink's était une merveille de propagande électorale malhonnête. Mais au moins ce coup était du domaine de la stratégie politicienne. En 1973, on a légalement faussé l'expression démocratique des citoyens au profit du parti gouvernemental. La dernière réforme électorale apparaît maintenant clairement comme une entreprise de détournement de l'envolée québécoise vers un statut de nation. Par diverses technicalités on a volé au peuple son élection.

Déjà les politiciens et les éditorialistes ont trouvé d'autres explications pour faire oublier la fraude institutionnalisée de 1973. On a parlé du choix clair et sans bavures du peuple québécois en faveur du fédéralisme en faisant référence au balayage libéral en termes de sièges, alors qu'on sait très bien que le Parti libéral a accru sa base partisane de 18% pendant que le Parti québécois l'augmentait de 25%. Pour contrer cet argument, on laisse entendre que parmi les électeurs péquistes se concentrent les insatisfaits du gouvernement Bourassa, alors que vers les libéraux convergent tous les fédéralistes qu'ils soient d'allégeance unionis-

te ou créditiste. Les éléments factuels que nous connaissons à deux semaines des élections invalident ces spéculations partisans. Nous allons essayer de mettre en lumière quelques-uns de ces faits empiriques tirés des sondages et de l'analyse des résultats au niveau des comtés.

1—Au niveau des comtés la situation a peu bougé entre 70 et 73. Une seule chose a changé c'est le degré d'opposition entre le Parti libéral et le Parti québécois. En 1970 il n'y avait aucune relation entre la concentration des voix libérales et des voix péquistes dans les comtés. Le Parti québécois semblait remporter des succès et subir des échecs indépendamment de la présence des libéraux dans les comtés. En 1973, plus le Parti libéral est fort plus le Parti québécois est faible. L'opposition entre les deux partis s'est cristallisée (la corrélation entre le pourcentage des deux partis passe de -0.04 en 70 à -0.39 en 73). Les sondages confirment cette polarisation. Dès le début de la campagne les électeurs prédisaient en majorité les résultats dans l'ordre suivant: Parti libéral - Parti québécois - Parti créditiste - Union nationale. A la fin de la campagne, cette prévision était plus affirmée chez les électeurs.

2—L'électorat avait une perception de la bataille telle qu'il s'attendait dans une proportion de 50% à un gouvernement minoritaire. Et quand on demandait aux électeurs des échantillons de sondage, de donner leurs souhaits quant à la composition de l'Assemblée nationale, ils demeuraient cohérents, souhaitant en moyenne 40% des sièges aux libéraux. Ces électeurs avaient perçu que c'est au parlement qu'il fallait continuer d'éclairer le débat sur le coût de l'in-

dépendance et ils souhaitaient alors 30% des sièges au P.Q. Les chiffres du 29 octobre mesurent l'ampleur de la fraude du mode de scrutin.

3—L'élection de 1973 a amplifié le débat entre l'indépendance et le fédéralisme. Par un modèle statistique approprié il est possible d'expliquer 85% des résultats des comtés, à l'élection de 1970, à l'aide de deux dimensions. La première oppose le Ralliement créditiste et l'Union nationale au Parti libéral et au Parti québécois, c'est la dimension progressisme-conservatisme. La seconde oppose le Parti libéral au Parti québécois, c'est la dimension fédéralisme-indépendance. Les résultats au niveau des comtés reproduisent les deux mêmes dimensions explicatives en 1973, mais cette fois l'importance de la dimension fédéralisme-indépendance s'accroît aux dépens de l'autre. La position des partis dans l'espace à deux dimensions change peu entre 70 et 73 si ce n'est pour le Parti libéral. Alors qu'il s'éloigne plus vers le pôle fédéraliste, il décroît sur l'échelle de progressisme-conservatisme. Quand on situe chacun des comtés dans la typologie à deux dimensions, aux élections de 70 et 73, on obtient les résultats suivants:

les interprétations faciles des politiciens. Il ne suffit pas de dire que les libéraux permettent le ralliement des forces fédéralistes alors que les péquistes recrutent une grande partie des électeurs insatisfaits de la performance du gouvernement libéral. Les sondages montrent que les électeurs libéraux ont une caractéristique fédéraliste dans la même mesure où les électeurs péquistes ont fait un choix pour l'indépendance. Les résultats des comtés confirment cette polarisation mais font aussi apparaître un autre phénomène. Alors que l'accroissement de la connotation fédéraliste du parti libéral coïncide avec un déplacement vers le centre du continuum progressisme-conservatisme, le Parti québécois affirme sa présence en faisant une percée plus grande à la fois dans les comtés progressistes et les comtés conservateurs. Si cette tendance se perpétue, nous risquons de voir des luttes assez peu communes entre un parti occupant le centre du continuum progressisme-conservatisme et un seul autre parti occupant les extrêmes de ce continuum, jusqu'à ce que la question nationale soit résolue.

4—Drôle de vie politique que celle du Québec! Le paradoxe des cristallisations au niveau des comtés que nous

voilà: le candidat local, l'équipe de candidats, le chef et le programme. Le facteur sur lequel les libéraux sont le plus préférés au P.Q. est celui qui est jugé le moins important pour décider de son vote. Par contre celui qui apparaît comme le plus important facteur de choix est celui sur lequel la distance perçue entre les deux partis est la moins grande.

Ces ambiguïtés reposent peut-être sur la peur. Si on demande aux électeurs de choisir le thème le plus important à discuter pendant la campagne, ils optent pour la question économique. Quand on tente de mesurer leur satisfaction par rapport à la performance du gouvernement Bourassa, c'est au plan de l'économie que les électeurs sont les moins satisfaits. Par contre quand on leur demande d'exprimer leurs craintes par rapport à la venue de l'indépendance, c'est au sujet de l'économie que la crainte est la plus grande. Même si on est peu satisfait des libéraux sur la question la plus importante, on se tourne vers eux parce que les craintes sont très grandes sur ce thème dans l'éventualité de l'indépendance.

En somme nous pouvons affirmer qu'il y a eu polarisation des positions du Parti libéral et du Parti québécois sur le continuum fédéralisme-indépendance. Nous savons par la suite, que les Québécois ont voulu que cette polarisation se perpétue à l'Assemblée nationale pour continuer le débat entre les deux thèses et faire la lumière sur les données contradictoires. De plus, les Québécois semblaient appeler cette confrontation dans la même mesure où ils exprimaient leur incertitude sur la question fondamentale de l'avenir national. Tout autant les résultats de sondages que ceux du scrutin au niveau des comtés font percer cette incertitude. Des technicalités ont permis que ces souhaits ne se réalisent pas. Le mode de scrutin a détourné la démocratie politique de son objectif. Le débat souhaité n'aura pas lieu et les fédéralistes disposeront de quatre ans pour laisser la peur irrationnelle s'incruster. Le temps n'est plus aux dissertations sur les valeurs, il faut s'attaquer aux technicalités et vite. ●

	Fédéralistes		Moyens		Indépendantistes	
	1970	1973	1970	1973	1970	1973
Progressistes	14	13	7	2	15	21
Moyens	8	12	11	20	19	6
Conservateurs	17	14	16	12	3	10

On voit clairement que les comtés *fédéralistes* et *moyens* sur la dimension fédéralisme-indépendance ont tendance à converger vers la catégorie moyenne du continuum progressisme-conservatisme entre 70 et 73 (12 et 20 comparés à 8 et 11 en 70). Pour leur part, les comtés *indépendantistes* éclatent en deux blocs plus clairement affirmés entre 70 et 73, les comtés *indépendantistes-conservateurs* (10 plutôt que 3) et les comtés *indépendantistes-progressistes* (21 plutôt que 15). La réalité politique est donc plus complexe que ne le veulent

venons de présenter se double de paradoxes équivalents au niveau des électeurs. Les électeurs ont révélé leurs ambiguïtés à leur insu dans les sondages. Quand on leur demande de dire quel facteur était pour eux le plus important dans le choix du parti pour lequel ils allaient voter, ils donnaient dans l'ordre: le programme, le chef, l'équipe des candidats et le candidat local. Quand on mesure leur évaluation respective du Parti libéral et du Parti québécois sur ces quatre facteurs, l'avantage plus grand du Parti libéral s'établit comme suit dans l'or-

nous ne pouvons plus jouer les modérés

par Jacques Grand'Maison



L'entêtement des pères et bientôt la révolte des fils?

Les pères ont botté le derrière des fils. Nous entrons peut-être dans un drame oedipien collectif. Une victoire paternelle écrasante qui préparerait un boomerang violent des fils humiliés. Le conflit prend de la profondeur. Il pourrait bien être explosif. La seule explication politique du mode de scrutin "disproportionnel" ne résiste pas. L'interprétation superficielle du nouveau "clivage" idéologique, non plus. Bien sûr on constate un phénomène quasi universel d'unicité et de concentration du pouvoir politique. Conséquence logique de l'omnipissance monopolistique de la grande finance et de la classe dominatrice. Le diagnostic est dur et même simpliste mais n'a-t-il pas la part de vérité?

Chez beaucoup d'opposants, l'enjeu s'était déplacé du *pouvoir* à la *culture*. Face aux questions de niveau de vie, certains contestataires ont dressé le défi de nouveaux styles de vie et de société. Mais voici que le pouvoir s'approprie, en le rendant inoffensif, l'enjeu culturel. Il offre de troquer la pseudo-souveraineté culturelle contre la dépendance économique et politique. Du coup, resurgit la question politique comme telle. On ne peut plus compter uniquement sur le problème culturel comme fer de

lance de politisation, dans la mesure où les libéraux ont mélangé les cartes et réussi à recréer des illusions dans le peuple. La politique linguistique de Bourassa-Cloutier n'a pas encore révélé son caractère vicieux et dilatoire. Par ailleurs, sur le plan économique, va-t-on faire le jeu d'une démocratie parlementaire qui sert de paravent aux vrais pouvoirs exploitateurs? Evidemment, ceux-ci sont déçus de la tournure des événements. Sans représentation minimale de la minorité, le jeu est faussé. Ce qui apparaissait comme la volonté du peuple devient subitement une caricature de la démocratie.

Pensons à Nixon qui avait brandi son énorme mandat du peuple. Deux ans après, le peuple sort de son sommeil et connaît à l'état-de-veille le cauchemar. Les institutions politiques elles-mêmes voient s'écrouler des grands pans de leur légitimité. Connaitrons-nous le même scénario quand les balounes de la Baie James et des Olympiques éclateront? Les alibis extérieurs du Président américain ne jouent pas ici. Après avoir hésité devant le saut difficile de l'indépendance, la génération montante pourrait bien rejeter durement les pères qui ont trop longtemps refusé de forcer un tantinet leur destin. Avant de voir comment on pourrait faire l'économie d'une telle violence, il faut bien évaluer les causes et les sources que certaines élites refusent de considérer.

Un crypto-pouvoir absolu

Derrière ce qu'on qualifie comme la "grande peur" des Québécois d'âge mûr, il y a peut-être la continuation d'un vieux style autocratique qui va accroître la révolte des fils. Ces milliers de jeunes militants qui constituent une des forces les plus vitales et dynamiques de la nation, après un repli de dégoût ou de découragement, s'appliqueront peut-être à faire dérailler le train. Un objectif devenu possible dans une société ouverte comme la nôtre. L'histoire récente en témoigne. Evidemment, dans plusieurs cas, ce militantisme du désespoir a favorisé l'émergence des totalitarismes fascistes. Mais les pères ne pourront mâter indéfiniment leur progéniture, surtout si la dislocation des grandes institutions nées du libéralisme se poursuit.

Evidemment dans une société comme la nôtre, il y a encore les apparences de la tolérance, de la modération. Les élites au pouvoir savent bien définir elles-mêmes le sens et les limites de cette mesure. Quand leur pouvoir est assuré, elles manifestent une certaine ouverture. Jusqu'ici le peuple s'y est laissé prendre. Quand les ministres libéraux ont défilé devant les caméras, au soir de la victoire écrasante de leur parti, il fallait une écoute en creux pour repérer, derrière la modération avouée, l'autocratie qui s'y cachait. Le ministre Choquette a fait le lapsus du *law and order*. Le premier ministre Bourassa a caricaturé tout ce qui pouvait menacer son pouvoir absolu. Pour minimiser l'enjeu de la proportionnelle, il a pris un exemple dépassé depuis longtemps, celui de la France des années 40 et 50. Il poursuivait ainsi la logique de sa campagne: ne s'était-il pas attaqué aux chefs syndicaux, tout en flatant les travailleurs? Pour qui sait lire en filigrane, il cachait une entreprise de délégitimation d'un pouvoir que les travailleurs eux-mêmes s'étaient donné. D'une façon moins avouée que celle du maire Drapeau, le premier ministre offrait au peuple un pouvoir unique pour assurer stabilité, paix, sécurité. Etrange plaidoyer, même au plan économique! En effet, comment progresser sans risques? Un peuple inférieurisé comme le nôtre s'enfoncera dans son aliénation s'il ne joue que la carte-sécurité. Intéressé uniquement par le pouvoir, Bourassa a bien appris cette leçon de Machiavel.

Désengagement des jeunes?

Mais nos élites autochtones exténuent-elles longtemps les profondes aspirations collectives d'une couche grandissante de citoyens qui ne supportent plus cette stratégie de survivance folklorique et débilitante? Il est arrivé, dans l'histoire, que certaines manipulations de la peur chez des peuples asservis ont déchainé des mouvements violents, longtemps contenus dans l'inconscient collectif. La dramatique freudienne n'est pas une invention de laboratoire. Des commentateurs du "bon sens à courte vue" soulignent le désintérêt actuel de bien des jeunes pour faire croire à l'impossibilité d'un *backlash*. La marginalisation volontaire des jeunes serait inoffensive. Un luxe coûteux en bourses et en subventions, mais payant en termes de neutralisation politique. Voilà un calcul très

irresponsable. Nos chers libéraux n'ont pas grand-chose à offrir comme objectifs de vie. Une bonne job, un bon boss. Deschamps et Tremblay ont su démasquer cette psychologie de prolétaire. La catharsis se fait attendre. Qui sait s'il n'y a pas ici une bombe à retardement?

On ne saurait nier la privatisation des sous-cultures chez les jeunes. Il y a une indéniable crise de la subjectivité. Plusieurs ont perdu confiance dans l'action politique traditionnelle. Watergate ou crise chilienne là-bas, corruption du vieux parti dominant ici. Mais ce repli durera-t-il? Chez les meilleurs, l'idéal de construire un pays bien à eux comblait le vide terrible ressenti par les jeunesses d'occident. Or voici que le libéralisme d'ici nous ramène à l'aplatissement le plus bête de l'esprit collectif. Québec prend les résidus du capitalisme le plus haïssable en Amérique du Nord. Il promet des projets refusés aux États-Unis et au Canada anglais. Quelle fierté les Québécois peuvent-ils tirer d'une telle politique et d'une telle appartenance?

Passe pour la génération précédente... mais qu'advient-il de ceux qui envisagent encore un demi-siècle de vie ici? Accepteront-ils d'investir beaucoup d'eux-mêmes? Se révolteront-ils devant leurs pères qui hypothèquent gravement l'avenir pour gagner des avantages immédiats? Et si les aventuriers les plus irresponsables étaient du côté des partisans du statu quo...? Les arguments servis avec succès à la masse québécoise seront peut-être retournés à leurs auteurs un jour. En reculant sans cesse certaines échéances, on rendra les négociations non violentes de moins en moins possibles. Triste héritage que les jeunes auront peut-être à assumer un jour.

Un monde populaire irrémédiablement aliéné?

Et le monde populaire? N'a-t-il pas dit non aux escalades gauchistes récentes, aux réformes de la dernière décennie, aux risques de l'indépendance, aux nouveaux pouvoirs (même ceux qui sont sortis de son sein)?

D'aucuns, non sans une part de vérité, soutiennent que le vote massif pour le statu quo est autant relié aux refus de l'extrémisme artificiel des crises d'octobre qu'à la peur du projet indépendantiste. Ce faisant, ils minimisent le poids du vote pour un changement profond chez 38% des francophones. Ce qui se passe dans les zones grises plus "animées" et politisées de Montréal, a pourtant valeur de signe avant-coureur.

Chez moi, à St-Jérôme, dans un bloc à appartements pour petits salariés, 52 foyers sur 54 ont des dettes dont la moyenne est de \$8,000. Ils sont pris à la gorge pour une période qui va de 10 à 20 ans. Ces gens-là sont ahuris, humiliés. Jusqu'ici, ils ont contenu leur révolte. Mais, pour eux, cette société prospère des libéraux et de certains éditorialistes est la plus vaste supercherie. Ils n'attendent rien des institutions politiques actuelles qui ont épuisé leurs batteries de réformes. Tout ce qu'on a de politiciens

**nous
ne pouvons
plus jouer
les modérés**

et de technocrates a prétendu régler leur sort. Or, même les allocations actuelles ou promises ne changent pas vraiment leur situation de fond.

Il faut bien reconnaître que notre système libéral a su mettre en place des mécanismes très raffinés de manipulation et de neutralisation. Les opiums quotidiens jouent à plein: la loterie, l'astrologie, le sport commercialisé, le spectacle continu à la TV et à la radio, les leurre des compagnies de finance, les drogues de toutes sortes, la pornographie, etc. On n'a pas encore évalué ce phénomène massif de l'aliénation collective à ras de quotidienneté. Les scandales politiques de patronage sont une goutte d'eau dans ce magma visqueux où s'enfoncent les plus courageuses résistances. Un pouvoir pseudo-virtueux et "tartufe" se tait. Ça le sert trop bien. Une telle quotidienneté abêtissante continue de saccager ce qui reste de santé dans la masse des citoyens.

**Leçon
d'une expérience personnelle**

Exagération? Après 20 ans de travail dans les milieux populaires, je ne peux retenir ce sentiment d'indignation. La fausse sagesse de ces "modérés" qui pontifient leur bon sens au parlement ou dans la presse "concentrée" suscite chez moi un écoeurement. Et dire que ces gens-là se disent des hommes au service du peuple, responsables et efficaces. Ils qualifieraient facilement mon propos d'idéologie abstraite. Je la connais bien cette tactique officielle. Au soir des élections, par exemple, on a fait venir deux commentateurs "neutres" qui n'avaient jamais caché leur allégeance. Ils étaient du côté du pouvoir, donc ils n'avaient pas d'idéologie. Et l'on voudrait que nous jouions leur carte. Ne nous force-t-on pas à récuser ce jeu faussé des institutions libérales? Cette violence invisible pourrait bien amener certaines minorités à prendre des moyens non légaux, contre leur gré. Qui en sera le premier responsable?

Particulièrement depuis octobre 1970, comme beaucoup d'autres militants sociaux, j'ai pu constater les effets désastreux des accusations à peine voilées que les vieux pouvoirs ont souvent lancées. Ceux-ci nous ont associés aux felquistes. Nous avons tout fait pour bien démontrer notre esprit démocratique, même au risque de céder à un certain réformisme dont nous savions les dangers. Que peut bien signifier pour nous une opposition "modérée"? Elle nous apparaît comme un luxe réservé à ceux qui ont tout le pouvoir en arrière de leur prétendue tolérance. Nous avons vu quel sort le P.Q. a connu devant les manœuvres de chantage du vieux pouvoir (plus unifié qu'on ne le croit). Nos aînés, massivement ont signé un refus absolu et global. Ils ne nous laissent pas le choix: il faut leur opposer un engagement aussi total, une critique aussi radicale, une force aussi rude. Ce n'est pas par esprit vindicatif. Nous ne voulons pas récolter un avenir sans issue au moment où ils nous remettront leurs démissions en passant d'un monde à l'autre. La résistance passive a déjà trop duré.

Nos fondements spirituels

Notre indignation est l'envers d'une dignité que nous allons défendre jusqu'au bout. Nous nous souvenons de ce peuple qui, un jour, a préféré d'être provisoirement une nation pauvre et libre plutôt que de demeurer une nation asservie et bien nourrie. Il y a ici une filiation spirituelle avec une tradition de l'histoire humaine. Les premiers chrétiens qui vivaient leur foi sous le mode de rapports sociaux égalitaires, remettaient en cause radicalement un système de pouvoir et de domination. Vous voyez ça, des esclaves qui se comportent effectivement comme des hommes libres. Aurions-nous oublié le caractère subversif de nos origines spirituelles? Personnellement, je n'ai jamais autant pris conscience de la radicalité de ma condition humaine de croyant. Je découvre le sens politique caché derrière cette accusation portée contre Jésus de Nazareth par les pouvoirs: "il soulève le peuple". Je discerne aussi un autre sens politique caché dans la pauvreté évangélique. Celle-ci véhicule le risque de la liberté solidaire, de la dynamique de partage, de la mort à ses intérêts personnels pour déclencher, comme anticipation du Royaume, une politique humaine de libération et de promotion collectives.

Un certain style d'Eglise et de foi a nié le lieu politique des deux pâques, juive et chrétienne. Bien sûr, l'horizon de la foi dépasse nos projets historiques de justice fraternelle. Mais, en même temps, il retentit sur notre aventure humaine comme une demande instantane de constants dépassements. Le dernier jugement portera sur nos oeuvres de justice. Foncièrement égaux devant Dieu, nous avons comme première tâche, nous croyants, de faire des égaux dans la cité pour qu'elle ne soit pas une caricature, mais plutôt un signe du Royaume de fraternité. Je ne pense pas que l'amour évangélique commence par des réconciliations. Il faut d'abord des partis pris et des confrontations. Sinon, nous versons facilement dans la médiocrité d'un *bon ententisme* qui fait le jeu d'un statu quo injuste pour les "déclassés" d'une société déjà déséquilibrée et agressive. Le courant prophétique de protestation aurait-il moins d'importance que le courant sacerdotal de conservation? La lecture retenue par une certaine Eglise marque ici un renversement de la primauté prophétique qui s'affirme progressivement dans "l'histoire du salut." Comment concilier une espérance audacieuse et un conservatisme social désengagé? N'y a-t-il pas ici une idéologie politique camouflée, en contradiction avec le retentissement historique d'une eschatologie prégnante et d'une Eglise militante?

**Les derniers événements
et leurs retentissements dans l'Eglise**

Le débat politique au Québec commence à refluer dans l'Eglise. Certaines forces prophétiques s'affirment depuis quelques années, autant dans l'épiscopat que dans des groupes de base. Evidemment la pastorale ordinaire, habituelle reste très marginale par rapport aux enjeux collectifs. L'image globale du christianisme d'ici reste

médiocre et marginale. Pourtant, l'Eglise locale a retrouvé une liberté évangélique qui devrait mordre sur les vrais défis de libération d'un peuple que l'Eglise elle-même a contribué largement à façonner. Le retrait au moment d'un tel tournant historique est déjà une position politique aussi ambiguë que certaines fausses politisations.

Un cléralisme bien connu sait réduire les conséquences compromettantes du message chrétien afin que son pouvoir soit sauvegardé. L'histoire québécoise en témoigne. Etrange paradoxe que ce retrait accompagné de manoeuvres en coulisse pour protéger les intérêts du pouvoir religieux! Nous sommes sortis heureusement de ces collusions cachées. Certains censeurs voudraient, toutefois, que la communauté chrétienne comme telle reste distante du lieu politique. Mais, ils ne s'inquiètent pas de l'indifférence, de la médiocrité d'une masse de chrétiens qui n'est plus interpellée prophétiquement à même l'histoire réelle et les signes de l'Esprit. La foi n'est pas que distance critique. Elle est aussi engagement dans un contexte historique. Bible et Evangile nous le rappellent.

Mais on reviendra à la charge, en signalant le danger d'idéologisation de la foi, de fausse politisation de l'Eglise, de néo-cléralisme. Bien sûr, ces dangers existent. Est-on aussi conscient par contre de l'intemporalisation de la foi, du désengagement des chrétiens, de la tiédeur des communautés ecclésiales, des silences de l'Eglise, de l'absence d'éthique évangélique collective, d'abstentions qui cachent une idéologie implicite? J'ai souvent constaté qu'on qualifiait d'idéologique toute traduction concrète des implications collectives de la foi sur le terrain séculier. Cette critique qui vient la plupart du temps de théologiens désengagés ou loin des défis réels de leur Eglise locale, nous fait comprendre pourquoi les chrétiens engagés dans la cité ne trouvent ni dans l'Eglise actuelle ni chez ses penseurs de service, une compréhension de leurs propres requêtes d'intelligence du christianisme qu'ils vivent. Ces militants ne peuvent plus alors rattacher leur témoignage à une Eglise institutionnelle qui ne saisit pas de l'intérieur leur expérience originale de foi.

Au moment où des groupes de chrétiens et de pasteurs commencent à exprimer leur foi collectivement, dans des tâches historiques concrètes, certains théologiens leur rappellent qu'ils ne sont pas l'Eglise. Or ces théologiens répétaient hier encore: "vous êtes l'Eglise". On perçoit ici une contradiction latente reliée à une conception monolithique de l'Eglise. Il ne resterait alors que le discours officiel de la hiérarchie pour prononcer une parole ecclésiale publique. Parole que les pasteurs, les théologiens et les militants se contenteraient de répercuter. Mais n'y a-t-il pas d'autres paroles et d'autres gestes collectifs qui ont valeur d'Eglise, sans, pour autant, entraîner l'adhésion complète de toute l'Eglise? Au fond le néo-cléralisme le plus évident est du côté de ceux qui voudraient refuser toute identification ecclésiale à ces prêtres ou militants engagés qui portent une option séculière et une lecture chrétienne différentes de celles d'un certain pouvoir cléral.

Or, il se fait que les "éléments" rejetés sont précisément ceux qui affirment ouvertement la dimension politique du christianisme, ceux qui pointent la radicalité sociale de l'Evangile. Comme dans le cas du pouvoir séculier actuel, on veut prêcher une modération qui, à nos yeux, signifie médiocrité et démission. Nous devons donc lutter autant dans l'Eglise que dans la société pour défendre et notre option évangélique et notre option politique. Nous faisons confiance au peuple chrétien, comme au peuple tout court, pour juger de la pertinence de l'une ou de l'autre. Aussi préférons-nous un vrai débat et des engagements démocratiques ouverts et explicites à cette politique clérale camouflée qui défend, sans l'avouer, une Eglise introvertie et une théologie intemporelle.

Nous craignons, comme membres de l'Eglise d'ici, ce genre de christianisme émigré de l'intérieur, téléguidé par une instance romaine lointaine qui n'a pas encore fait place légitime aux Eglises locales et à leurs contextes historiques particuliers. Au sein de la vie ecclésiale, par exemple, l'évêque n'apparaît plus comme le pilote d'un seul club, mais comme le président d'une ligue à plusieurs franchises... Quant à nous, nous appartenons à une famille spirituelle décidée à faire entendre sa voix à la fois dans l'institution ecclésiale et dans l'arène politique. Pour le moment, à cause des événements importants que vit notre société, je tiens à terminer par une dernière considération d'ordre politique.

Une lutte aussi positive que radicale

Certains nous disent que depuis octobre '70, les Québécois auraient été acculés à des alternatives impossibles ou, du moins disproportionnées. Mais n'est-ce pas l'indice d'un virage historique de plus en plus impératif? Une minorité grandissante de citoyens, surtout en bas de quarante ans, ont de bonnes raisons pour poser crûment le problème de l'avenir du Québec. Nos courbes actuelles ne projettent pas un moyen terme ascendant. Bien au contraire. Les plus vieux voudraient se contenter de freiner la descente. Rien de vraiment dynamique. Plusieurs "définisseurs" aussi, plus conservateurs que critiques, ne semblent pas comprendre que les forces vraies et jeunes de la nation risquent de sombrer dans l'apathie. Bourassa soutient qu'il a empêché bien des jeunes de s'expatrier. Voici que l'argument se tourne contre lui. Combien parmi eux parlent souvent de partir, tellement ils se sentent floués de partout par leurs vieilles élites têtues? Je ne veux pas céder ici au dépit ou à la violence aveugle. Solidaires, pour le meilleur ou pour le pire, de notre peuple, nous sommes nombreux à vouloir lutter jusqu'au bout pour le convaincre de se risquer enfin dans la construction d'une société neuve, dynamique où il sera premier maître à bord. Nous avons déjà fait la preuve de travaux et projets constructifs. Mais en même temps, nous avons laissé les hauts pouvoirs continuer leurs manoeuvres d'aliénation de notre patrimoine collectif. Devant ces trahisons, nous ne pouvons jouer les "modérés". ●

quelle opposition?

par Fernand Dumont

Depuis le 29 octobre, et même chez quelques-uns qui nous avaient conseillé de voter libéral, on s'interroge sur le sort qui sera réservé à l'opposition face à un pouvoir aussi écrasant. On plaide pour une "opposition dans la rue". Certains rêvent déjà de fronts communs, de manifestations et de manifestes. A moins que, comme le disait ces jours-ci un spécialiste de la gauche, il faille attendre la prochaine crise. Sans doute, vont proliférer à nouveau les projets de parti ouvrier, de rassemblements des pures les plus diverses. J'allais moi-même tirer mes boulettes de papier en direction de M. Bourassa. . .

Je me suis arrêté en plein élan. A la lecture d'une autre analyse des élections que publie un journal en fin de semaine. Dernière retombée de l'événement avant que l'on passe à autre chose, cet article rend compte des propos de trois spécialistes réunis en table-ronde. A vrai dire, je n'ai rien appris de bien nouveau, rien en tout cas qui puisse entraver une plume habituée de courir librement son chemin. M. Laliberté souligne que le P.Q. "ne pénètre pas dans les classes de travailleurs plus bas", M. Lemieux que "les gens qui appuient le P.Q. dépendent d'une façon assez immédiate de l'activité de l'Etat et que le P.Q. prône un renforcement de l'Etat"; M. Jones parle "des compromis" possibles "de la gauche et de la droite sur la plate-forme socio-économique".

Une autre discussion à laquelle j'ai assisté en spectateur quasi muet a fini par me désarçonner tout à fait. Des gens de gauche, qui n'ont pas levé le petit doigt pendant la campagne parce que supposément le "vrai débat n'était pas là", faisaient l'autopsie du P.Q.: les classes sociales étant ce qu'elles sont, le parti étant un parti de classes moyennes, etc., on a fini par conclure, si j'ai bien compris, qu'il n'y avait rien à faire. Sauf de l'exégèse.

Depuis tant d'années que nous entendons ces mêmes diagnostics, une conclusion s'en dégage à la fin: malgré les divisions et le pluralisme dont on parle au sujet du Québec, une unique façon de poser le problème est en train de faire l'unanimité, du dernier député libéral à l'étudiant du CEGEP qui vient de découvrir le socialisme. On connaît la chanson. Ceux qui profitent de l'Etat votent pour le P.Q. (Il est bien entendu que les hommes d'affaires qui votent libéral ne profitent pas de l'Etat). Le P.Q. ne pénètre pas dans la vraie classe ouvrière. La bourgeoisie ne fait pas de politique. On ne poursuit pas une révolution avec les classes moyennes. Etc. Etc. Voilà pourquoi si votre fille n'est pas muette, l'opposition l'est.

Pourquoi des gouvernements aussi absolus

J'allais laisser en plan ma ferveur oppositionniste et mon article pour revenir à des travaux plus sérieux quand une constatation banale m'en a empêché. Je me suis demandé bêtement pourquoi nous nous retrouvons, en des endroits de plus en plus nombreux, devant des gouvernements aussi absolus. Non seulement au Parlement de la Province, mais aux conseils de ville de Montréal, de Québec, d'ailleurs. Depuis quelques années, les Québécois sont-ils en train de pratiquer cette variété de la démocratie qui consiste à élire des dictatures et à pratiquer librement les jeux de la gauche à l'ombre des pouvoirs?

Je suis surpris de voir encore transposer à la société québécoise des schémas tout faits par les gauches étrangères: ces transpositions sont souvent effectuées par des gens qui dénoncent par ailleurs notre colonialisme politique et économique. Je me souviens de tel conflit de travail où, sans connaître les données du problème en cause, de jeunes *conscientisés* sont venus prêcher la vraie révolution au mépris de celle qui peut-être allait germer chez les gens concernés. Manoeuvre odieuse qui ressemble à cette mouture marxiste que l'on fait pleuvoir sur des hommes qui, sur le terrain, sont en train de prendre conscience pour eux-mêmes de l'exploitation autrement concrète qui pèse sur eux.

On peut se demander, après tout, si les Québécois n'ont pas tant de mal à entendre les paroles de la gauche parce que, à l'exemple des boss anglais, cette gauche ne parle pas leur langue. Comme dirait un de mes amis qui a de la culture: quand rien ne va plus au royaume du Danemark, il faut examiner comment ça va dans la république de Spartacus.

Lorsque l'on me dit que "le P.Q. ne pénètre pas dans les classes de travailleurs plus bas", je demande: 1) si le syndicalisme y réussit mieux; 2) qui a voté pour O'Neill dans Mercier. Quand on me propose une géométrie de la société québécoise où la gauche serait rejetée par le prolétariat des assistés et des ouvriers de la petite industrie parce qu'ils sont trop dépendants du *Système*, par les classes moyennes parce qu'elles ne font jamais de révolution, par la bourgeoisie parce qu'elle est de collusion avec les pouvoirs, j'ai envie: 1) de renvoyer tous ces beaux par-



leurs à leur classe respective; 2) de jurer de fuir chaque fois qu'un chef syndicaliste invoquera devant moi "les travailleurs". Je commence à en avoir assez d'entendre parler des classes sociales comme on parle des enfants dans la publicité qui leur est encore destinée à la T.V.

En tant que sociologue, je crois savoir que nous ne disposons pas encore de la moindre étude un peu sérieuse sur les classes sociales au Québec, pas plus d'ailleurs que sur la clientèle du P.Q. En tant que citoyen, je sens que cette politique géométrique est le contraire de la politique. Celle-ci, par définition, rassemble des gens qui ne le seraient pas autrement; s'imaginer qu'elle n'est qu'un reflet des situations sociales départagées par les analystes de gauche et de droite, c'est mettre la droite au pouvoir. La démonstration, me semble-t-il, n'est plus à faire. Pour de plus amples informations, voyez MM. Trudeau, Drapeau, Bourassa et autres garants paternels de nos bavardages.

Une politique articulée sur des problèmes concrets

Avant de parler de classes (en attendant, en tout cas que nous en sachions quelque chose), une constatation banale crève les yeux. Des problèmes graves, quotidiens, confrontent une grande partie des Québécois: éducation, assistance, habitation, langue, conditions de travail (à ne pas confondre, bien entendu, avec les emplois de M. Bourassa), etc. Ce sont ces problèmes qui peuvent actuellement départager des classes au point de vue politique. Ce sont ces problèmes qui risquent d'être sortis de la politique au profit de l'abstraction libérale. Ce sont ces problèmes, signes d'une dépendance quotidienne, qu'il faut mettre carrément en relation avec la dépendance plus globale dont la souveraineté politique est la nécessaire contrepartie.

J'y ai souvent pensé durant la campagne électorale, en particulier au cours de certaines assemblées de cuisine. J'ai constaté que la dépendance du Québec inquiète les Québécois de toutes catégories (contrairement à ce qu'on prétend) mais qu'il en est ainsi des problèmes de la consommation et du crédit, de l'habitation à bon marché pour les riches, d'un système d'éducation qui suppose que les parents sont aussi instruits que les professeurs, d'une organisation médicale plus inhumaine que jamais, etc. Les gens ne font pas toujours le lien avec le budget de

l'an I ou le dernier manifeste de la C.E.Q. Ne serait-ce pas la première tâche que de mettre en forme ces aspects concrets de leur condition, d'en nourrir le projet politique? Je sais bien que c'est ce que tentent justement des coopératives populaires ou des groupements de citoyens, par exemple; mais, entre ces regroupements à la base, cette pédagogie au ras du sol et les forces politiques comme le P.Q. ou le syndicalisme qui oeuvrent à un niveau plus global, la jonction se fait difficilement.

En tout cas, lors de la dernière campagne, le P.Q. a rarement fait allusion à ces questions. Nous avons surtout assisté à des batailles d'opinions et d'experts. Sur le plan proprement politique, une fois clos le grand tournoi de la boîte à scrutin, faut-il se croiser les bras ou, tout au plus, recruter des membres et participer annuellement aux opérations-mars? Les 110,000 membres vont-ils, après la campagne, retourner à leurs foyers? Ce qui, pour ma part, me donne une confiance indéfectible dans l'avenir de notre bataille, c'est que le P.Q. n'est pas seulement un parti mais un mouvement social rassemblant des gens qui sont souvent engagés par ailleurs dans leurs milieux respectifs: il faut que ces engagements refluent sur le parti, non pas seulement au niveau de son programme mais dans sa vie même. Il ne s'agit pas pour autant de *s'infiltrer*, comme on dit, dans les organismes divers: n'alourdissons pas de nouvelles structures et de nouvelles stratégies officielles un mouvement qui en comporte déjà bien assez.

Objectif modeste, dira-t-on. Il est vrai qu'il n'est pas à la mesure de notre colère. Mais il mène peut-être à l'élaboration de ces assises profondes sans quoi la victoire électorale que nous escomptons sera sans lendemain.

D'ailleurs, en attendant la prochaine élection provinciale, on pourrait toujours, l'automne prochain, se faire les dents sur le maire Drapeau. Voici que je me prends à rêver de choses toutes proches: d'un parti municipal distinct du P.Q. qui, à Montréal, en 1974, constituerait une opposition au Conseil à partir de problèmes concrets comme l'habitation, le transport, etc. Je vois d'ici Rocher, Vadeboncoeur, O'Neill, Boudreau, Cliche et d'autres dans l'antre du maire. Ne seraient-ils que six, comme au Parlement, qu'ils nous redonneraient le sentiment que nous ne jouons pas à l'opposition comme les enfants jouent au cerceau devant la maison des adultes. Ils nous rappelleraient aussi utilement que la vraie place de la gauche ce n'est pas la rue mais le pouvoir. ●

À TES RISQUES

Triomphe

Il y avait le petit voleur précieux et très collet-monté, qui s'efforçait sans succès de se donner des airs de truand.

Il y avait le gros voleur épais, qui se contentait de rouler de gros yeux et qui crachait par terre, de temps à autre, en tapant du pied pour affirmer son autorité; mais, de toute évidence, celui-ci n'était pas très intelligent.

Il y avait un autre voleur, homme d'étude, dont le regard était toujours ailleurs, je ne sais pourquoi, ou plutôt je le sais; ce voleur-là ne pensait qu'à l'argent et devait bien avoir aussi quelque commerce.

Il y avait le voleur riche et faiméant, complètement inepte et sans idées; mais il avait des entrées égales chez les voleurs et chez les riches, pour la bonne raison qu'il était riche et qu'il était voleur, excellents titres chez les uns et les autres.

Il y avait aussi le voleur de grands chemins, mais celui-ci avait fait faux bond au reste de la bande la veille du grand coup et l'on n'avait plus jamais entendu parler de lui.

Arriva le grand coup. On rafla tout: non seulement les biens des citoyens, mais l'autorité sur le pays, et non seulement le pouvoir, mais la majesté.

Ce fut une opération gigantesque. On vola tout ce qui était matériel et tout ce qui ne l'était pas, tout ce qui pouvait enrichir et tout ce qui pouvait orner.

On s'appropriâ les apparences, on s'empara des mots et des idées, des choses et des droits également.

On prit tout ce qui pouvait se prendre, la loi comprise; on vendit tout ce qui pouvait se vendre, et d'abord soi-même, sa conscience ou ce qui en restait.

On embaucha des journalistes-voleurs, à tant de l'heure ou du coup particulier dans le grand coup général.

Tout cela tint du sacré et de l'Apocalypse, et les morts mêmes, on ose à peine le croire, ressuscitèrent et volèrent à leur tour, mieux encore que les vivants: les morts volèrent, ainsi que les chiens et les chevaux, et aussi les étrangers, que les voleurs utilisèrent pour porter à un degré inimaginable la puissance de vol de cette armée inouïe de voleurs.

Le chef de bande se proclama chef de l'Etat quand tout fut bien fini.

Or, ce n'était pas fini. Il y avait une chose qu'on n'avait pas encore volée. Chose curieuse, on n'y avait pas encore pensé. C'était le pays.

Cela ne tarda pas; on le vendit aussi.

P.V.

La tragédie d'un paroissien

C'est comme prêtres que certains clercs de Saint-Thomas-d'Aquin se sont prononcés au cours de la campagne électorale. Mais ce n'est pas du tout comme libéral, fonctionnaire fédéral et ami intime de Jean Marchand son saint patron que M. André Giroux s'en scandalise, intervient le jour des élections et va chercher ses "messes ailleurs". De part et d'autre, on est quitte, chacun fidèle à son parti en effet, la Sainte Eglise dans le cas de Giroux, le PQ dans le cas des curés. Le parti libéral, Ottawa et la fédérastie? — aucun rapport avec la dévotion du paroissien Giroux, qui ne mêle jamais la politique avec la religion, le 29 octobre encore moins.

C'est bien fait pour la cure: M. Giroux paiera sa dime à d'autres. C'est un grand "drame", comme il dit, de changer de paroisse. Voilà ce romancier en plein drame en effet, car au lieu de prier dans un temple, il ira prier dans un autre. C'est un bien grand malheur.

P.V.

Nos trois colombes à Ste-Scholastique

Trudeau, Marchand et Pelletier sont partis là-bas à Ottawa en nous disant qu'ils allaient bâtir le pouvoir francophone sur le haut-lieu fédéral. Une majorité des nôtres les a crus. Aux objections de leurs interlocuteurs critiques, ils ont répondu par des arguments fonctionnels. Ils nous ont invité au pragmatisme efficace. Voici qu'un de leurs confrères, ministre anglo-saxon, nous avoue que la trousse: le ministère d'expansion régionale, n'a pas fait avancer le Québec d'un pouce.

L'affaire Mirabel met un comble à cette imposture. Pickering et Ste-Scholastique avaient une situation semblable par rapport à leur métropole respective. Or les expropriés de Ste-Scholastique reçoivent en moyenne \$200 - \$300 l'acre, et leurs homologues ontariens \$2,500. Une "disproportion" de 1 à 6. Marchand répond aux nègres de chez nous que la spéculation là-bas avait imposé des contraintes. Le vice rentable devient vertu. Un peu plus et il accusait d'incompétence ces cultivateurs qui avaient su développer efficacement leurs terres. L'incompétence de n'avoir pas spéculé. Puis d'un même souffle il offre son panier de St-Vincent de Paul, assorti de quelques indemnités. Vous savez ce genre d'arrangement administratif qui pourrait résoudre tous nos problèmes québécois dans le cadre de la confédération. Bien oui, c'est ce que nous a dit le Devoir durant la dernière campagne électorale. Certains pragmatistes ne respectent pas toujours leur idéologie comptable. Comme si leurs choix à eux étaient purement rationnels. Qu'ils aillent tenir ce langage à Mirabel, on verra bien!

J.G.

Les pédagogues de la dépolitisation

Un événement aussi politique qu'une campagne électorale donne au public l'occasion

d'entendre diverses propositions concernant la définition de ce qu'est le domaine politique. Et tous les vieux livres des sciences politiques auront beau insister sur le fait que le politique est un rapport de forces axé sur la réalisation d'objectifs collectifs qu'une société canalise en fonction de règles d'action qu'elle juge équitables pour ces forces, il y aura toujours quelques Cyrano pour en parler différemment comme s'il s'agissait de leur nez. Voyons les plus récentes tirades de certains d'entre-eux:

Tirade Ryan: Voyez-vous, M. Bourassa n'est pas un homme arrogant. On voit mal comment il pourrait faire mauvais usage de sa forte majorité

Les vieux livres: L'arrogance politique n'a rien à voir avec le tempérament ou le caractère d'un homme politique. Elle lui vient de la puissance politique que lui accordent les citoyens. La modération retrouvée de M. Trudeau aurait-elle alors quelque chose à avoir avec la situation de son gouvernement minoritaire?

Tirade Bourassa: (Sans lien évidemment avec l'image créée par Ryan en "prime time"). J'ai l'intention de gouverner comme si j'avais été élu avec 60 députés.

Les vieux livres: Ca veut dire que M. Bourassa va ignorer 42 députés. Ca fait beaucoup pour un homme qui, par ailleurs, veut continuer à gouverner avec le caucus. A moins que ce ne soit une figure de style non étrangère à sa douceur moutonne?

Au fond, si la situation politique présente donne naissance à de telles tirades, c'est que certains pédagogues de la dépolitisation viennent de réaliser que la population n'apprend pas la définition du politique dans les livres mais bien à travers les événements. Cette situation à leurs yeux aurait-elle des traits aventureux qui les poussent à ouvrir leur grande gueule en vue d'éclairer différemment les faits?

Jacques Rivet

AS-TU DEUX MINUTES?

Lis-donc
QUÉBEC-PRESSE
dimanche...



**"Ce qui est détestable,
ce ne sont pas les rebelles,
mais les hommes qui,
ayant les avantages du pouvoir,
n'en remplissent pas les devoirs;
ce sont les hommes qui, ayant le pouvoir
de redresser les torts,
refusent de prêter attention
aux pétitions qu'on leur adresse;
ce sont les hommes qui,
lorsqu'on leur demande un pain,
donnent une pierre".**

Sir Wilfrid Laurier



J'ai toujours le